

# **Elections 2017 • Enjeux sécurité**

*(septembre 2016 - avril 2017)*

**Huit mois de combat pour révéler le réel criminel**

**Xavier Raufer**

## **FAITS & ARGUMENTS**

**Le vrai chiffrage de la criminalité**

**Désastres de la justice-Taubira**

**Impuissance de Hollande-Cazeneuve face au crime & au terrorisme**

## **SEPTEMBRE 2016**

Atlantico (1) Marseille : un symptôme désastre

Atlantico (2) "Déradicalisation" : faits et chiffres

Atlantico (3) Justice, ruine et délires

## **OCTOBRE 2016**

Atlantico (4) Sécurité et terrorisme en France : incompétence, futilités

Atlantico (5) Kardashian : encore un symptôme du collapsus sécuritaire

Atlantico (6) Attentats visant la police : l'impéritie officielle

Atlantico (7) Réalités criminelles, enfumages officiels

Atlantico (8) 5 questions sur le quotidien des policiers et les erreurs du gouvernement

Atlantico (9) Etablissements d'enseignement : l'anarchie s'aggrave

## **NOVEMBRE 2016**

Atlantico (10) 13 novembre 2015 : Un an après - le contexte, les progrès, les échecs

Sécurité Globale (1) Lénine, Soros et la fragmentation du monde

Sécurité Globale (2) *Brexit*, Trump et journalisme de connivence

Atlantico (11) "Primaire de la droite" : le syndrome de Clinton

## **DÉCEMBRE 2016**

Atlantico (12) La justice à bout de souffle

## **JANVIER 2017**

Atlantico (13) Criminalité : les maquillages de l'Intérieur

Atlantico (14) Crime organisé : le syndrome Kardashian

Atlantico (15) Trois questions sur le crime au quotidien

Atlantico (16) "Déradicalisation" : panique et pitreries

Atlantico (17) Le chiffre du crime en 2016 : du bidouillage au bidonnage

## **FÉVRIER 2017**

Conflits (1) Métropoles, crime, et "politique de la ville"

Conflits (2) Criminalité, médias et autruches

Sécurité Globale (3) Présidentielle et dépénalisation du cannabis

Atlantico (18) - Trois questions ce qui menace la France - et l'art de riposter

Atlantico (19) Emeutes, proto-terrorisme et tueries méridionales

Atlantico (20) Sécurité : que veulent des Français ? Que disent les médias ? Que fait le gouvernement ?

Atlantico (21) Sécurité : les symptômes, le diagnostic

### **MARS 2017**

Atlantico (22) Zapping de campagne (présidentielle) - grande absente : la sécurité réelle

Atlantico (23) "Marine Le Pen droguée aux faits divers" ? Ceux qui les vivent ont apprécié...

Petit retour sur les chiffres

Atlantico (24) Les "hybrides" (terroristes+criminels), la police et le renseignement en Europe

### **AVRIL 2017**

Atlantico (25) La chute de la maison Taubira

Atlantico (26) Terrorisme et campagne électorale

Atlantico (27) Impéritie, incapables : comment meurt un flic sur les Champs-Élysées

## Xavier Raufer sur Internet

**ETUDES, ARTICLES, VIDÉOS ETC.**

*Mise à jour récente,  
de dizaines de vidéos et  
textes nouveaux*

[www.xavier-raufer.com](http://www.xavier-raufer.com)

SEPTEMBRE 2016

Atlantico (1) **Marseille : un symptomatique désastre**

### SÉCURITÉ INTÉRIEURE, LE DÉSASTRE HOLLANDE-CAZENEUVE

Qui se souvient de Yegor Ligatchev ? Cet imposant membre du *politburo* soviétique fut l'ultime secrétaire du comité central (ministre) à l'agriculture de l'URSS, juste avant que celle-ci ne s'effondre. Ligatchev régnait alors sur des organes aussi exaltants que le GOSAGROPROM, comité d'Etat pour le complexe agro-industriel.

Et voici notre révélation : le robuste nonagénaire qu'est aujourd'hui Y. Ligatchev a rempli. Discrètement, il conseille aujourd'hui la communication de notre ministère de l'Intérieur. Incroyable ? A tout prendre, non : car la sécurité en France et l'agriculture soviétique des années 80, sont toujours plus désastreusement semblables - et le talent d' Y. Ligatchev pour tenter de camoufler la seconde faillite après la première, est de fait le bienvenu.

Mais parlons d'abord du désastre - nous verrons ensuite ce qu'on fait au niveau officiel pour que le bon peuple l'ignore.

Direction, la crèche criminelle de Marseille et tous ses santons de l'aveuglement et du déni. Marseille où dans divers quartiers "les trafiquants [*de drogue, bien sûr*] sont dans le hall d'entrée avec des kalachs" ; Marseille où, du fait de guerres de gangs, ça tombe comme à Gravelotte : "Août sanglant à Marseille", titrent les journaux. Marseille où des habitants excédés du XVe arrondissement attaquent un camp de Roms à la "bombe artisanale" ; Marseille, où à peine installé, le nouveau directeur sportif de l'OM est cambriolé deux fois de suite.

On en passe tant et plus, pour ne pas lasser le lecteur.

Marseille dont le maire émerge parfois d'une sorte d'absence pour bêler que sa ville "n'est pas Chicago" ; Marseille où de taquins bandits s'entretuent après chacune des escales touristiques-sécuritaires du ministre de l'Intérieur, venu dire que tout va mieux, à coup de statistiques artistiquement travaillées (la patte de Ligatchev...).

Marseille surtout, et son (involontairement) comique préfet de police. A chaque homicide, les pieds dans le sang, parmi les étuis de balles de kalach', le préfet énonce la Ligne du Parti (Ligatchev, encore) : "ça aurait pu être pire... Il faut rester prudent... Marseille n'est pas à feu et à sang"... Un génie de la prescience, ce préfet, qui au début août perçoit une "tendance à la stabilité"... à la veille d'une vague d'homicides sans égale en dix ans.

Marseille dont le quotidien-phare ne trouve plus, pour justifier le déni qu'il propage, (C'était pire avant... C'est pire ailleurs...) que le plus autiste des Diafoirus-sociologue, dernier des Mohicans de la "culture de l'excuse"...

Hélas si Marseille expose l'incapacité de l'Intérieur à assurer la paix civile dans la seconde métropole française (et premier port du pays) ; la criminalisation gagne désormais le reste du pays.

Par toute la France en effet, des vagues, des rafales, des grappes de braquages de proximité : La Marne "cinq braquages en trois semaines"... "Le restaurant braqué deux fois en quatre jours"... "Bourges : braquages en nombre dans la ville"... "Trois braquages à Creil en 24 heures"... "Morbihan : des braqueurs menacent une fillette de 9 ans avec une arme" - la quotidienne litanie des journaux de province, là où le réel du terrain transparaît encore.

Et l'Intérieur (Ligatchev, toujours...) qui trompette la baisse de ces vols à main armée - cas classique d'une météo dont les ordinateurs annoncent le beau temps - quand, par la fenêtre, on voit qu'il pleut.

Et, entre les Tuileries, les Champs-Élysées et la Tour Eiffel, des touristes molestés et dépouillés sans trêve par de jeunes prédatrices nomades.

Et les autocars de touristes asiatiques attaqués par des meutes de racailles, dès qu'ils pénètrent le Neuf-trois.

Et les Chinois de la banlieue nord de Paris, partis pour "se faire justice eux-mêmes" après deux décennies de pillages impunis - et au moins un mort.

Et divers membres de la famille royale saoudienne dépouillés et pillés, de Paris à Toulouse - ainsi d'ailleurs qu'une diva émiratie...

Peu à peu, comme nous l'énonçons depuis un an, l'anarchie gagne. Une lutte antiterroriste maladroite et paniquarde mobilise toujours plus policiers et gendarmes, incapables désormais d'assurer en France un ordre minimum.

Finalement, (avec quelques autres...) le désastre agricole soviétique a coulé l'URSS. Espérons que Yegor Ligatchev aura appris de ses erreurs passées - et qu'il sera plus efficace ce coup-ci.

Sinon...

---

Atlantico (2) "**Déradicalisation**" : faits et fichaises

### "DÉRADICALISATION" : POUDRE AUX YEUX, ESCROQUERIES ET COMMUNICATION

Ô combien violent, le double choc de Charlie-Hebdo et de l'Hyper-cacher assomme le gouvernement. Dès qu'il émerge, il réalise qu'il doit riposter sur le seul front qui l'obnubile et le hante, celui des médias. Montrer qu'on agit ! Et positivement encore pour le peuple de gauche ! Du préventif ! Enrayer des départs de jeunes pour le Jihad... Bombes humaines à désamorcer. Vite ! des psychologues et travailleurs sociaux voulant et sachant faire ça - bien sûr, devant les caméras.

L'opération s'amorce, les fonds affluent - sans réflexion préalable, sous le fouet de l'urgence. Or deux préalables réflexions s'imposaient. D'ordre criminologique, elles eussent fourni à ce versant préventif de l'antiterrorisme le cadre réfléchi et raisonné dans lequel - modestement - du positif pouvait s'espérer. Ces réflexions, les voici :

- Aujourd'hui, nul au monde ne sait changer ce qu'il y a d'enraciné dans l'esprit, dans la conscience humaine. Les pires dictatures, les plus affreux goulags y ont échoué. La "Révolution culturelle" chinoise achevée - trente à cinquante millions de morts, pire génocide de l'histoire humaine - les Chinois reprennent *illico* leurs millénaires coutumes. Le *tsunami* maoïste a coulé sur les Han comme l'eau sur les plumes d'un canard. Au plan individuel, se transformer soi-même est déjà ardu - cesser de fumer, faire un régime, dur. Alors, tenter une telle aventure collective dans la France de 2015, avec M. Hollande comme carotte et Mme Taubira dans le rôle du bâton, euh...

- Ce qu'on appelle "déradicalisation" n'est qu'une variante de la réinsertion des malfaiteurs dans la société, entreprise confiée en France au travail social qui, pour aller vite, n'arrive à rien. Pour un détenu voulant sincèrement apprendre le grec ou devenir plombier-zingueur, 99 sont prêts à tout pour sortir de taule un jour plus tôt - ou bêtement, s'ennuyer moins. Ici, un proverbe résume tout "Passée la fête, adieu le saint". En prison - chacun le sait sauf sans doute nos ministres - on dit oui à tout - et on trie après.

Ces réflexions préliminaires auraient dû intéresser le gouvernement - mais non. Il faut communiquer, vite. Le Vingt Heures n'attend pas. Quitte à bidonner et gaspiller.

Les mois passent. A l'été 2016 la vérité émerge. D'abord chez les surveillants de prison, directement concernés. Le porte-parole de leur syndicat majoritaire dénonce "Des programmes qui n'ont ni queue ni tête... Ce mot de déradicalisation qui ne veut rien dire... Des massages, des cours d'escrime". Vous avez bien lu : on pense amadouer de potentiels égorgeurs de prêtres et massacreurs d'enfants ; en faire de doux agneaux, par le chant, les ateliers-photos... Des ballades en catamaran ! Aux frais du contribuable, bien sûr.

Sur le terrain, des caricatures d'arnaques, vite décelables par le plus myope des inspecteurs, le plus énamouré de Mme Taubira : de simples vitrines médiatiques, poussées et financées par l'usuel préfet-minorité-visible, juste là pour la photo... Chiffres bidonnés et activités fictives... Le ministre de l'Intérieur venu manger un couscous (bien sûr...) devant les caméras (on s'en doutait...) ; gestion obscure et employés non payés... Des familles de "radicalisés" promenées sans résultat... Une animatrice (issue-de-la-diversité) aux titres fictifs et qualifications-bidon...

Combien de jeunes islamistes ont-ils ainsi été "désamorçés" - peut-être aucun car pour commencer, on ne sait rien d'eux - s'agissait-il de fanatiques égorgeurs en puissance, ou du cousin Ernest voulant s'initier au catamaran ou à la poterie ?

Nulle évaluation bien sûr. Plus de huit millions d'euros sans doute gaspillés sans comptabilité. On sait vaguement que quelque 1 800 individus ont fréquenté de telles structures. Quelle vigilante association, quels "Décryptage" ou "Décodeur" exigera de voir ces 1 800 dossiers, étudiera leurs suivis... Constatara les résultats... Evaluera le coût de l'affaire ? Prenons le pari : aucun. Bienvenue au royaume des ombres, versant médiatique.



• A l'intention des persécuteurs stipendiés "Décryptage", "Décodeurs" & co., membres du *Taubira-fan-club* : tous les faits et chiffres ici mentionnés sont dûment sourcés et bien sûr, à leur entière et inquisitrice disposition.

## **1 - La ruine**

Une justice de qualité est-elle encore rendue dans la France de l'automne 2016 ? On peut en douter car le (fort pâle) garde des Sceaux lui-même parle d'une justice "exsangue". Situation d'autant plus grave que bien sûr, la justice est la clé de voûte de tout Etat de droit.

Commençons par une - affligeante - visite du domaine judiciaire. Déjà, il est bien sous-dimensionné : par rapport à la moyenne de l'Union européenne, la France compte quatre fois moins de procureurs et deux fois moins de juges.

En France même et à l'automne 2015, le président de la conférence des procureurs dénonce "la faillite du service public de la justice" et - fait rarissime - les forts mutiques procureurs généraux élèvent désormais la voix. Tous dénoncent "des retards persistants d'exécution des décisions" et des "difficultés croissantes à faire fonctionner les chambres et fixer les audiences". Ainsi, en juin 2016 "au tribunal de Bobigny, 7 300 peines attendent d'être appliquées".

Avocats d'un côté, syndicalistes de la pénitentiaire de l'autre, tous dénoncent des "juridictions françaises en ruine". Bobigny, on l'a vu, mais aussi Créteil, Nanterre, Brest, Agen, Nantes : postes vacants, exécrables conditions de travail, piètres qualités des jugements ; encore et toujours, énormes délais d'audiencement.

Côté syndical, on constate que les détenus deviennent maîtres des prisons - bandits, islamistes, hybrides (les deux ensemble type Kouachi-Abdeslam-Coulibaly). Résultat : mutineries et émeutes à répétition, gardiens agressés dans des maisons (d'arrêt ou centrales), où la discipline se perd. Le patron du principal syndicat pénitentiaire parle de "déliquescence du système" et d'"autorité en fuite". Dans les prisons désormais "presque

chaque détenu possède un portable. Certains en ont plusieurs" - quand c'est bien sûr formellement interdit.

Autre symptôme d'effondrement, les cafouillages dans l'appareil judiciaire ; d'abord, les "libérations intempestives". "Toujours plus de détenus relâchés devant l'impossibilité de s'expliquer devant un juge". Faute d'escortes, des multirécidivistes sont ainsi purement et simplement libérés. Au-delà, des couacs judiciaires en rafales (parmi vingt autres ces derniers mois) :

"Le receleur remis en liberté après une erreur du tribunal"... "Prison : une faute d'orthographe lui permet de sortir et de s'évader"... "Une figure du Milieu marseillais libéré pour délai judiciaire dépassé", ainsi de suite.

Autre couac, financier celui-ci. "Victime" d'un premier imbroglio judiciaire, un islamiste de gros calibre reçoit du ministère de la Justice ... un chèque de 20 000 euros de dédommagement. *L'Obs'* - qui n'est pas exactement un brûlot sécuritaire - dénonce une "erreur judiciaire grossière".

A Montargis, des documents de justice confidentiels sont mis à la poubelle et jonchent le trottoir.

Bien sûr, il y a eu les ravages-Taubira, ses expériences libertaires conclues par un bide intégral. Son diaphane successeur finit ainsi par reconnaître l'échec de la "contrainte pénale" (seul acte notable de l'ère Taubira), un "outil peu utilisé par les juridictions". Dit en clair : les magistrats se tapent des inventions de la camarilla-Taubira. S'ajoute à cela le foutoir qui règne depuis lors dans le (pourtant crucial) suivi des condamnés. Dispositif que la Cour des comptes, qui peut avoir la litote cruelle, dénonce en mai 2016 comme "empilement de nombreux acteurs qui peinent à s'organiser et coopérer".

L'idéologie libertaire est bien sûr en cause, mais aussi, une vaste incompetence. Ici, le récent et triste exemple donné par Mme Adeline Hazan, "contrôleuse générale des lieux de privation de liberté" (Inspecteur des prisons, en novlangue-socialo). A l'été 2016, la "contrôleuse" déclare ainsi que "plus on construira de places de prison, plus elles seront occupées" - pathétique ânerie sur un banal effet d'optique-statistique, que l'on explique,

pour le corriger, aux étudiants en criminologie de première année, vers le deuxième ou troisième cours...

Bazar, idéologie, incompetence... Là dessus, les bobards de journalistes naïfs ou complices. Après un braquage, combien de fois lit-on dans le journal que "le vol avec usage ou menace d'une arme est puni, au maximum, de vingt ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende". Bon, se dit le lecteur : au moins, un malfaiteur paiera pour ses crimes. Tu parles.

Car sous Taubira & succession, voici comment passe la justice, la vraie, celle du quotidien. Août 2016 : lisons "Le Phare dunkerquois", de ces petits hebdomadaires de province où affleure encore le réel criminel. Omar B. est toxicomane. 27 inscriptions au casier judiciaire. Enième affaire de vol en flagrant délit. Tribunal et sentence : "Le condamné n'est pas maintenu en détention (*il sort donc libre*)... Sa peine de neuf mois fermes est aménagée (*en Français, annulée*) pour qu'il puisse entrer en postcure et être opéré du genou". Vous avez bien lu. La justice Taubira & co., désormais appendice de la Sécu.

De telles affaires, chaque semaine.

## **2 - Les délires**

Dans les décombres de notre justice, les aberrations se succèdent, le burlesque un jour, l'effrayant le lendemain - le scandaleux, toujours - sur un rythme accéléré.

De ces aberrations, voici la dernière (à ce jour) : Nancy, un criminel incarcéré, en prime, proche d'un "dangereux détenu radicalisé", reçoit par erreur (on l'espère...) les noms des agents pénitentiaires ayant rédigé un rapport sur lui.

Peu auparavant, un autre bandit incarcéré profite d'une "sortie à vélo" pour s'évader et sauter dans la voiture où l'attend son frère, un islamiste fiché.

Et Reda B. (17 condamnations dont 7 pour braquage) dont on lit qu'il s'est évadé (en 2012) de la prison du Pontet (Vaucluse) "à l'occasion d'un tournoi d'échecs".

Et ces évasions de la prison d'Amiens - deux en quelques mois ! - où des détenus scient les barreaux de leur cellule... Les draps de lit le long de la façade... Le complice dehors qui jette la corde... A l'ancienne, façon Fanfan la Tulipe ! La direction du lieu dit, par antiphrase, "de

privation de liberté", se demande "comment des lames de scie ont pu parvenir jusqu'à eux"  
- judicieuse question, vraiment.

Et ce tribunal de Grenoble qui, d'abord, prend comme caution d'un caïd de la drogue  
500 000 euros en espèces, 1 000 billets de 500 euros "dégageant une forte odeur d'alcool...  
pour dissiper les traces suspectes".

Parfois, ces foirades confinent au burlesque : "Oise : un cours d'art martial pour les détenus,  
les surveillants indignés"... "Haute-Garonne : le détenu cachait une piscine gonflable dans  
sa cellule"... Registre *happening*, toujours : "Un styliste sans-papiers organise un défilé [*de  
mode*] clandestin au Palais de justice de Paris".

Les sportifs maintenant : "Nantes : à peine condamné, un détenu s'évade du tribunal en  
pleine audience". Le multirécidiviste "bondit hors du box et s'échappe". Les magistrats,  
bras ballants. Sans doute, ce bondissant "Nantais" a-t-il été inspiré par un "collègue" de  
Colmar qui, plus balaise encore "A peine condamné, s'évade par la fenêtre du tribunal".

Telle est aujourd'hui la justice, Taubira ou post-Taubira. Car, cette dernière partie jouer les  
idoles pour médias subventionnés - elle dont, à l'automne 2015, l'action était rejetée par  
71% des Français - ça ne va pas mieux.

Un exemple, là encore pris entre dix autres analogues. Février 2016, gare de Lyon : un  
policier est massacré (triple fracture de la mâchoire, etc.) par un colosse de 110 kilos connu  
pour trafic de stupéfiants, vols de voiture, rébellion, etc. Arrêtée, la brute épaisse est  
laissée libre "sous contrôle judiciaire".

A chaque désastre, le transparent garde des Sceaux promet - quoi faire d'autre ? Tout va  
s'arranger... Les contrôles seront renforcés... Puis attend, résigné, que le suffrage universel  
abrège son calvaire.

Voici les dernières convulsions. Au gouvernement, incompetents, idéologues et  
pragmatiques-largués se déchirent. Suite à une pique du Premier ministre sur la modestie  
de son bilan effectif, Mme Taubira montre les dents et déclare "Je peux devenir méchante".

Enfin ! Un point sur lequel on peut lui faire pleinement confiance.

---

OCTOBRE 2016

Atlantico (4) **Sécurité et terrorisme en France : incompetence, futilités**

**INTÉRIEUR, DOMAINE DU RÉGALIEN : SOUS HOLLANDE-CAZENEUVE, L'INCOMPÉTENCE**

Longtemps, la fonction publique régaliennne française fit l'admiration du monde. Or aujourd'hui, son excellence et son dévouement perdurent dans les corps d'encadrement, mais au sommet (grandes directions... cabinets ministériels... personnel politique), la compétence s'estompe.

Premier exemple : la criminalité financière des "carrousels de TVA". Pour le ministère des Finances (février 2016) cette fraude coûte à la France de 15 à 17 *milliards* d'euros par an. Sur 18 pays de l'Union européenne récemment inspectés, notre pays a le 6e taux le plus élevé de fraude TVA (près de 14%) parmi des pays (Italie, Hongrie, Roumanie, etc.) peu rigoureux fiscalement. Normal direz vous : l'infraction est nouvelle, notre administration doit s'adapter.

Eh bien non ! Car voici soixante ans que cette fraude sévit en France. Inventée à Paris, la TVA y entre en vigueur en avril 1954. Or la première méga-fraude à cette taxe nouvelle naît dès 1955 de l'esprit fertile de... Joseph Joanovici (ferrailleur collabo bien connu). Lisons Alphonse Boudard (*L'étrange monsieur Joseph*): [Joanovici et un comparse] seront "les premiers à imaginer une escroquerie à notre chère TVA, qui n'est encore qu'un bébé. Il suffit de demander à l'Etat d'exporter à l'étranger de la ferraille récupérée sur place, ce qui entraîne le remboursement de la taxe. Or la ferraille n'est pas exportée mais refourguée ici en France. Le détournement ainsi réalisé représente à la fin des années 50 environ 800 millions de francs". 60 ans que la fraude existe, elle coûte des milliards d'euros (TVA sur la taxe carbone) et les directeurs et ministres concernés tombent toujours de la lune à chaque nouvelle arnaque, tandis que (depuis soixante ans) les milliards filent vers les paradis fiscaux.

Autre défaut de nos dirigeants : leur incapacité à oublier la calamiteuse "culture de l'excuse" qui génère d'abord, puis aggrave, la crise criminelle que vit notre pays :

- Alors que se multiplient les "petits" braquages ; quand chaque jour, partout en France, policiers et magistrats interrogeant de jeunes braqueurs - éberlués d'être arrêtés pour de telles vétilles - les entendent dire "il me fallait de l'argent... je n'arrivais pas à payer mon dealer...", le vol à main armée équivalant désormais au retrait de cent euros au DAB du coin,

- Alors qu'au cœur de Marseille, des trafiquants de drogue s'entre-exterminent à la kalachnikov (plus de 20 morts dans la ville en 2016...),

Voilà à quoi jouent nos élus. Décembre 2013, un député socialiste invite un Diafoirus-sociologue à l'Assemblée nationale, devant sa "mission d'information sur la lutte contre l'insécurité". Sur la navrante pénibilité du métier de... *dealer*, ce sociologue déclare ( *prière de lire avec soin*). "Le métier de *dealer* ou guetteur est usant psychologiquement. C'est un métier pénible... Il n'y a ni prudhommes ni syndicats : la régulation du marché se fait par l'intimidation et la violence. Vous subissez la violence psychologique quotidienne, des intimidations, des violences physiques quotidiennes, un risque judiciaire et pénal. Vous subissez toute une série de risques, vous faire voler votre argent, votre drogue, votre marchandise, etc., ce qui produit des effets, pose une pesante contrainte psychologique sur ceux qui revendent (etc.)."

L'honnêteté oblige à dire que de naïfs libéraux ont devancé les socialistes dans la culture de l'excuse. Le père du laxisme français est ainsi Valéry Giscard d'Estaing qui, en 1974, voulait "faire progressivement disparaître de notre législation les dispositifs répressifs... ceux qui datent de ce que j'appellerais le 'gouvernement par la peur'".

Or il ne s'agit ni de peur, ni de dorloter des *narcos*, mais de rendre à la France sa sécurité. Rappel : selon l'Observatoire national de la délinquance (2015), 568 000 ménages sont cambriolés l'an passé - 65 par *heure*, nuit incluse. 38 braquage par jour, 5 par heure (ouvrables). Or la sécurité n'est pas la seule "obligation de moyens". On ne peut se borner à gémir "Tout a été fait... Il n'y a pas de faille... Le risque zéro n'existe pas". Il y a "obligation de résultats", sinon, l'anarchie gagne.

Face à ces périls, d'abord le terrorisme, nos dirigeants ont souvent, hélas, d'étranges priorités. Un ultime exemple. En décembre 2015, la Secrétaire d'Etat chargée de la famille

clame dans les médias : Il faut "cesser d'humilier les femmes"... "La peur doit changer de camp". S'agit il de la radicalisation de jeunes filles qui alors s'amorce, prélude à leur dérive terroriste ? Non : la ministre tempête sur une pub pour le liquide vaisselle du BHV. Pub certes graveleuse : "Il faut pomper pour que ça gicle... C'est connu, le plaisir vient en astiquant... Ne pas avaler ? Zut, pour une fois que j'étais d'accord". Mais sincèrement : la secrétaire d'Etat n'a-t-elle que ce chat là à fouetter ?

---

Atlantico (5) **Kardashian : encore un symptôme du collapsus sécuritaire**

### EFFONDREMENT DE LA SÉCURITÉ : UN SYMPTÔME APRÈS L'AUTRE

- *Comme criminologue, comment réagissez-vous au braquage de Kim Kardashian ?*

Je le répète depuis les attentats de *Charlie-Hebdo* et de l'Hyper Casher : la sécurité en France, qu'il s'agisse du terrorisme ou du crime organisé, est à la dérive. Les exactions se multiplient, au point que désormais, l'anarchie menace.

L'in vraisemblable braquage de Kim Kardashian - près de l'Elysée et du ministère de l'Intérieur - le prouve. Et si ce gang armé avait eu un but terroriste ? Comment un tel commando a-t-il pu agir à son aise, durablement et à 3 heures du matin, près des objectifs les plus stratégiques de la capitale - en plein état d'urgence ?

Clairement, le ministre de l'Intérieur, qui prend à jet continu des poses de matamore devant de complaisants journalistes, amuse les bandits, qui frappent à peu près où ils veulent, quand ils veulent. Espérons que les terroristes ne partagent pas leur état d'esprit.

- *Que dire des dernières évolutions du crime organisé dans notre pays ?*

Le ministre de l'Intérieur et ses proches comprennent mal le fonctionnement du banditisme, notamment le réflexe premier de tout bandit : l'effet de déplacement. Banques et commerces sont protégés ? On s'en prend à des individus riches, à domicile. On appelle ça le *home-Jacking* - dernière victime, Kim Kardashian - crimes dont le nombre explose en France - + 60% en un an dans le Midi. Pendant ce temps, l'Intérieur vante ses succès contre les braquages à l'ancienne : on mène la guerre d'hier et non celle de demain.

- *Contradictoirement, MM Hidalgo et Kosciusko-Morizet ont réagi au braquage de Kim Kardashian, que dire de leurs commentaires ?*

Depuis janvier 2015, la gauche de gouvernement est tétanisée et ne fait plus grand chose - hormis de la communication. Mme Hidalgo, tout pareil. Dans une ville où des meutes de nomades criminalisés pillent au quotidien les touristes, d'abord asiatiques ; ville dont les banlieues sont des coupe-gorge où ces mêmes touristes tombent souvent dans des embuscades, parler d'"acte très rare" est une triste farce.

Quant à Mme Kosciusko-Morizet, félicitons nous de sa (récente) conversion au réalisme sécuritaire. Voici peu encore, elle paraissait plutôt admirer Mme Taubira - sans doute une échéance électorale approche-t-elle...

- *L'état dans lequel se trouve la justice française n'aggrave-t-elle pas les choses ?*

La France dispose à présent d'une justice de clodos. Dans maintes prisons, les détenus attrapent des maladies transmises par des rats et des cafards. A Aix en provence, la justice se rend dans des baraques de chantier ou tout comme, le long desquelles pissent des justiciables ayant en vain cherché des toilettes. Ainsi de suite. Depuis 2012, rien d'effectif - sauf les déferlements d'une idéologie gauchiste-culture-de-l'excuse délaissée partout au monde : nous payons aujourd'hui les années-Taubira. Quant à son ectoplasmique successeur, il promet et lui aussi s'agite - dans le vide.

---

Atlantico (6) **Attentats visant la police : l'impéritie officielle**

### **GRANDS MOTS, GRANDS MAUX ... MAIS PAS DE REMÈDES EFFICACES**

*Intolérable, insupportable, inadmissible.* "Des mots, encore des mots, toujours les mêmes", chantait Dalida... Hors l'usage intensif du dictionnaire des synonymes, le gouvernement ignore ces attentats criminels qui secouent la France au jour le jour - sans que par ailleurs les médias subventionnés n'informent tellement leurs lecteurs de ces actes graves et fréquents.



Faisons-le à leur place - en poussant ces lecteurs à lire *Atlantico*, qui relate le réel criminel, non une presse-Bisounours vouée à promouvoir une mondialisation qui n'enrichit, toujours plus, que divers milliardaires, lesquels - amusante coïncidence - possèdent ces journaux.

Dernier attentat criminel en date : Viry-Chatillon, cité de la Grande-Borne, notoire coupe-gorge. Les caméras de surveillance posées en avril 2015 " gênent les dealers" qui depuis veulent les détruire. Avant-hier, une voiture de police les surveille donc. Trente individus cagoulés et armés se ruent sur le véhicule "brisent les vitres avec des pavés, y jettent des cocktail-Molotov et bloquent les portes" : manifeste intention de tuer. Deux policiers sont gravement blessés, d'où l'émoi ministériel.

Or depuis des mois, les syndicats de police et le maire (centriste) de Viry-Chatillon dénoncent une "guerre de territoire". Le 1e octobre, ces mêmes gangsters avaient déjà capturé *manu militari* des véhicules au carrefour, molestant leurs occupants et projetant ces voitures en flammes sur le support des caméras. Le 5 septembre, le même gang attaque une voiture de police "détruite "par une vingtaine d'impacts".

Clairement, la Grande Borne est sous le contrôle de ce gang. Or à part gémir, que fait le ministère de l'intérieur ? "Aucune interpellation" signale la mairie.

Place Beauveau, des officiels se gargarisent de termes "décèlement précoce"... "signaux faibles"... dont ils ignorent le sens. La preuve : chaque fois, on envoie des renforts après le drame, par manque de prévision et de renseignement venu du terrain. Or face à des voyous, inexpugnables de cités où nul n'intervient, ces renforts font l'effet de cataplasmes sur des jambes de bois.

De tels attentats criminels adviennent partout en France. Fin septembre à Clermont-Ferrand, un "guet-apens bien orchestré" vise des pompiers et des policiers. Les voyous "embusqués dans des bosquets pour attendre la police" jettent sur ces derniers huit cocktails-Molotov.

Peu auparavant à Grenoble (Fontaine, Echirolles), des batailles (en pleine rue) entre individus armés (fusils de chasse...machette) font un blessé grave, plusieurs, légers.

A Marseille, la guerre des gangs continue : un blessé par tirs aux jambes. Désabusée, l'agence de presse commente : "Marseille est régulièrement le théâtre d'homicides ou tentatives, par armes à feu".

Mi-septembre à Corbeil : guerre entre gangs de Montconseil (sud de la ville) et des Tarterêts (nord). Un mort (19 ans, une balle dans la tête par tir d'arme de guerre). Dans les guerres de gangs américains, c'est un "*drive-by shooting*" : "Vitres baissées, les occupants [*de deux voitures*] font feu sur un groupe situé au bord de la chaussée". Chicago, en Ile-de-France...

Résultat ? En 2015, 3019 agressions physiques contre les gendarmes (+ 27% sur 2014). 1 807 gendarmes blessés ; 35% de ces agressions avec armes (blanches ou à feu). Attendons le bilan des policiers - il devrait être édifiant.

Au lieu de combattre les criminels, le gouvernement joue pendant ce temps avec des fariboles de sociologues en délire. "Quartiers populaires [*des coupe-gorge genre Grande Borne*] le gouvernement veut lutter contre la stigmatisation". Or est-ce cette tarte à la crème du bobo-journalisme à la Niel-Drahi qui attaque policiers et gendarmes ? Non bien sûr : un proverbe chinois dit "Le mot chien ne mord pas". Mais expliquer ça à un gouvernement paralysé, désormais voué au seul tam-tam médiatique type "rentrée citoyenne"...

---

Atlantico (7) **Réalités criminelles, enfumages officiels**

#### CHIFFRAGE DU RÉEL CRIMINEL : ENTOURLoupES ET MENSONGES

Exposons le désastreux état de la sécurité en France, vers la fin de la présidence Hollande. Ces derniers temps, on apprend que :

- En 2015, policiers et gendarmes ont eu 1 032 blessés *par mois* dans leurs rangs. Au premier semestre 2016, 6 753 blessés "en mission ou en service" pour la seule police, + 14% sur les mêmes mois de 2015. Cibler les flics devient un sport dans les zones hors-contrôle. Pour un responsable policier "le tabou de l'autorité est en train de tomber".

- Après Kim Kardashian, les agressions des riches (touristes ou autochtones) se multiplient. Attaquée chez elle à l'ouest de Paris, une Taiwanaise septuagénaire est délestée de plus de 150 000 euros de bijoux. Peu après à Roissy, le PDG de la solderie GIFI et son épouse sont braqués en taxi ; on leur vole pour 100 000 euros de bagages. Chaque semaine dans les quartiers chics de la capitale, des porteurs de montres coûteuses sont agressés et dépouillés.

- "Culture jeune du djihad" ou simples prédatons, la criminalité des mineurs s'aggrave sans cesse ; les années-Taubira ayant eu l'effet d'une puissante hormone de croissance sur les jeunes bandits. Du Nord au Gard en passant par les Ardennes, "explosion" des infractions des moins de 18 ans. A Saint-Etienne, le procureur s'affole du nombre des mineurs présentés au parquet en 2015 : + 104% sur 2014. Dans le Val d'Oise, des collégiens s'amuse à piller des supermarchés "de façon récurrente". Ainsi de suite.

Prenons de la hauteur. Ce mois-ci, France-Stratégie (jadis "Commissariat au Plan") publie une "auscultation clinique de la société française" dans l'excellent rapport "Lignes de failles, une société à réunifier". Encore un bon travail de la Fonction publique - dont la plupart des politiques se moquent. Or dans ce rapport, le bilan et diagnostic de la présidence Hollande est terrible :

- Pour ces prochaines années, 73% des Français craignent des tensions croissantes entre composantes d'une société désormais fracturée,
- Perte de confiance dans les institutions structurant notre vie collective,
- Forte crainte d'un déclasserment des personnes comme du pays,
- Vie ressentie comme plus dure que naguère, d'abord par les populations vivant hors des centre-ville et se sentant abandonnées,
- Capacité de l'Etat à répondre à l'insécurité remise en question.
- Ségrégation sociale et culturelle croissante. Ce rapport évoque même une "sécession sans guerre", les riches/aisés évitant toujours plus de côtoyer la plèbe.
- Bien sûr, fort sentiment d'insécurité dans les fameuses "zones urbaines sensibles" et autres "quartiers populaires"(décodeur : ghettos et coupe-gorges)

Face à ce sinistre bilan que fait le gouvernement ?

- Parfois, il simule. En octobre, la préfecture du Rhône organise des "rencontres de la sécurité 2016". Gendarmes, policiers... Cent manifestations locales... Lisons le programme : "Les jeunes, le permis, la route... Les gestes qui sauvent... La cybercriminalité en entreprise... Les conduites addictives... Des exercices nautiques". La criminalité ? Agressions, cambriolages et braquages ? Rien du tout.

- Deux fois en deux jours, le Ministre-matamore de l'Intérieur s'adresse à lui même de grands compliments. Grâce à lui, tout va bien (*voir plus haut*) - rhétorique près de laquelle un discours de Kim Jong-Un est un pénible exercice d'introspection critique. Quel courage : le ministre s'exprime devant "les directeurs de tous les services et les huiles de la police et de la gendarmerie", tous à sa solde et ligotés par le devoir de réserve.

- Enfin, notre drôle de ministre des Droits des Femmes. En 2015, 1 889 policières sont blessées en service ou en mission, + 15% sur 2014. Pas son problème : le 10 octobre, la pétulante dame inaugure, devant un journaliste de *Libération* pâmé, une place du "Calvaire des filles", au métro Filles du Calvaire. Que dans le monde, on opprime des filles nous afflige - mais cette ministre n'a-t-elle pas mieux à faire que de placarder de débiles jeux de mots sur des réverbères ?

---

Atlantico (8) **5 questions sur le quotidien des policiers et les erreurs du gouvernement**

### MOTIFS RÉELS ET PERTINENTS DE LA COLÈRE POLICIÈRE

#### 1 - Pourquoi la rage policière ?

Avant tout, les policiers sont victimes de leur ministre et de son entourage, peu compétents et persuadés que tout passe par la communication. Depuis janvier 2015 et la séquence *Charlie Hebdo* - Hyper Casher, rien n'a été réglé sur le fond. A l'époque, la France n'avait pas de vrai service antiterroriste, mais un service de contre-espionnage chargé en prime de l'antiterrorisme, ce qui est tout différent. Aujourd'hui, rien n'a changé. Comme en janvier 2015 ni plus ni moins, tout conflue vers une coordination nommée UCLAT, qui compte en réunion - tenez-vous bien - 22 (vingt-deux) services et entités autour de la table. Une telle machine ne peut que faire de la pêche au chalut.

## *2 - Quelle est l'origine de cette colère ?*

Opérant par grandes masses, la police est incapable de pratiquer la microchirurgie, seule décisive pour trier quelques dizaines de "bombes humaines" à la Merah-Kouachi-Abdeslam, d'un magma de milliers de radicalisés. D'où l'engagement de toujours plus d'hommes dans l'antiterrorisme ; d'où leur épuisement et le fait que le front des cités hors contrôle comme la Grande Borne à Grigny-Viry Chatillon, là où des voyous ont tenté de brûler vifs des policiers, est forcément dégarni. Telle est la genèse de la situation présente.

## *3 - Comment maîtriser la situation ?*

Si l'on crée - et on y viendra - un service antiterroriste ramassé, agile, sachant détecter la menace à temps - le facteur temporel est ici crucial - on libère des milliers de policiers aujourd'hui mobilisés dans l'antiterrorisme qu'on peut réaffecter à la sécurité des cités hors-contrôle. Car là est le seul problème : prenez les actes de violence perpétrés dans des établissements d'enseignement : les plus graves adviennent systématiquement près de ces cités coupe-gorge. Idem des tentatives d'homicides de policiers. Or dans ces quartiers, le gouvernement ignore la sécurité et radote sur une "politique de la ville", aussi efficace en matière de sécurité qu'un cataplasme sur une jambe de bois.

## *4 - Un énorme problème de décision*

Le général De Gaulle savait que la politique consiste à gouverner ; c'est-à-dire, à décider. Mais qu'est-ce que décider ? La gauche-caviar vitupère aujourd'hui le philosophe Martin Heidegger. Mais ce banc de sardines médiatiques ferait mieux de le lire car tout est dit dans une seule de ses remarques là-dessus : « *Les décisions ne s'obtiennent pas du fait de discourir à leur sujet, mais du fait qu'est créée une situation et que sont appliquées des dispositions, au sein desquelles la décision est inéluctable et où toute tentative pour l'éluder revient en fait à la décision la plus grave* ». C'est précisément le problème de notre gouvernement. Il est tétanisé depuis janvier 2015 et ne décide rien de fondamental en matière antiterroriste. Il organise des défilés, des concerts, il plante des arbres, il s'agit en vain. Or sur le terrain, les victimes de cette agitation stérile - policiers, gendarmes, magistrats, personnels de la pénitentiaire, etc. - souffrent toujours plus.

## 5 - Le gouvernement tergiverse

Les présentes avancées-reculades trahissent l'impuissance. On commence par montrer les dents ("sanctions, conseil de discipline", etc.) mais comme en face ça tient, ça résiste ; comme la mobilisation se renforce ; on cède, on parle d'apaisement. Car les policiers de base se sentent un peu lâchés par leurs syndicats, dont plusieurs sont dans la connivence avec le cabinet-ministre, plus que dans la défense de leurs bases. Donc dans la phase reculade, qui débute, le ministère lâchera un peu d'argent, des concessions d'horaires et ça s'arrêtera sans doute là. Après quoi, les ministres de l'Intérieur et de la Justice compteront les jours en adressant aux cieux de fébriles prières, pour que nul attentat majeur, nul sanglant guet-apens de racailles, nulle émeute policière violente, n'advienne d'ici le printemps 2017. Moment d'une élection présidentielle qui, on le voit aujourd'hui, les renverra sans doute à leurs chères études. Au grand soulagement des fonctionnaires du continuum police-justice-pénitentiaire.

---

### Atlantico (9) **Etablissements d'enseignement : l'anarchie s'aggrave**

#### **ÉCOLE : FARIBOLES IDÉOLOGIQUES ET IMPUISSANCE CONCRÈTE**

Aveuglés par leur fatale addiction aux médias et journalistes gauche-caviar complices, nos gouvernants ne perçoivent plus le réel criminel. Or comment comprendre, maîtriser, amender quoi que ce soit, sans diagnostic pertinent ? Parlons donc de l'anarchie criminelle visant les lieux d'enseignement. Depuis septembre dernier, voilà ce qu'on y constate :

- Alès, Gard : un lycéen est lynché par des "jeunes" : multiples fractures, dont la mâchoire. Un vol de téléphone qui a mal tourné.

- Saint-Denis (93) Lycée Suger. Un surveillant lynché ; puis assaut d'une meute de voyous "armés de battes de base-ball". Le proviseur évacue le lycée autour duquel les élèves sont coursés par les racailles. Dans la cour de l'établissement, les voyous menacent de mort un assistant d'éducation.

- Romans-sur-Isère : une meute de 50 voyous incendie de fond en comble l'école maternelle (inoccupée) puis caillassent pompiers et policiers.

- Calais : en plein cours, un lycéen fracture la mâchoire de son professeur.
- Lyon, collège Longchambon : trois enseignants au moins frappés par des voyous : jets de chaises au visage, tentatives d'étranglement...
- Lycée Jean-Moulin de Roubaix : une conseillère d'éducation giflée ; depuis la rentrée, on y constate "une recrudescence des actes de violence".
- Lycée Victor-Hugo de Colomiers, une prof' de sport est giflée par un élève de terminale.
- Bordeaux-Bastide : un lycéen est roué de coups à l'entrée du lycée Trégey.
- Ecole Paul-Langevin à Argenteuil : un prof' de gymnastique est lynché par deux caïds qui fuient en criant "Il n'y a qu'un seul maître, c'est Allah".
- Tremblay-en-France (93) : une meute de cinquante voyous tente de prendre d'assaut le lycée Hélène Boucher et y jette quatre cocktails-Molotov. 3e émeute en peu de temps, la proviseur est blessée au visage.
- Lycée professionnel de l'ENNA, Saint-Denis (93) Un voyou lynche le proviseur et son adjointe (fractures multiples, bras et mâchoire).

Aux abords des zones de non-droit, une remontrance et c'est l'hôpital : trois chefs d'établissement sérieusement blessés en six semaines. Tels sont les faits - parmi tant d'autres, tus par des hiérarchies terrifiées.

Pendant ce temps, les élus *tweetent* : inadmissible, insupportable, intolérable... (air connu). Le gouvernement "affiche une réponse ferme"... La ministre de l'éducation trouve que "ça fait beaucoup". Ses perspicaces subordonnés "reconnaissent que des questions se posent" et dégainent des cellules psychologiques ayant l'effet d'un cataplasme sur une jambe de bois.

Les rectorats "s'interrogent"... "invitent à distinguer"... "ne-minimisent-pas-mais"... Un recteur déplore un "contexte dont les causes lui apparaissent mal..." La hiérarchie policière "tempère", les syndicats "condamnent" ; des parents d'élèves s'interrogent : les "jeunes" sont-ils assez "pris en considération".

Ce verbiage trahit bien sûr l'impuissance. Car nos dirigeants le savent : le tragique échec de la "Politique de la ville" ravage désormais les écoles, lycées et collèges voisins des zones hors-contrôle.

Or dans ces quartiers, les "sauvageons" du ministre de l'Intérieur, les "victimes de l'exclusion et du racisme" de Mme Taubira, rigolent. Du Neuf-trois au Val d'Oise, racailles et "grands frères" savent que, pour parler leur langage, le chien qui les menace n'a pas de dents. Qu'il aboie mais ne peut mordre.

Pourtant, la solution est simple. Ecouter la base policière. Lui donner les lois, moyens et autorisations qu'elle exige. La laisser agir et la peur changera de camp. Alors, les élèves et leurs maîtres n'iront plus apprendre ou enseigner avec la frousse au ventre. Si le ministre et son entourage sont incapable d'admettre et de permettre cela, qu'ils partent.

---

NOVEMBRE 2016

Atlantico (10) **France - sécurité : la crise s'aggrave**

### **LA SÉCURITÉ SE DÉGRADE, LE POUVOIR ET LES MÉDIAS OFFICIELS SE TAISENT**

Assommé par le président de la République, lui et son livre de confidences loufoques et suicidaires ; déchiré et promis à un sinistre avenir, notre gouvernement s'en remet à la communication. Même si, entre les ministres et leurs complices de la presse-des-milliardaires Niel-Drahi, règne une ambiance mortifère... Sigmaringen, gauche-caviar.

Mais se taire, c'est encore communiquer : voilà ce que le ministre de l'Intérieur tait ces jours-ci aux Français - lui qui frémit au moindre signe d'islamophobie. *Atlantico* révèle ici les chiffres fournis fin octobre à ce ministre par le Service central du renseignement territorial (nouveaux "Renseignements généraux") : de janvier à septembre 2016, les agressions ou déprédations visant des chrétiens ont augmenté de 40%.

Certes, ces actes visant des lieux de culte, des cimetières, etc., n'émanent pas tous d'islamistes déchainés. Divers dingos agissent aussi : "Gothiques", satanistes, etc. Quand même : + 40%. Et les dégâts sont bel et bien là. Silence de mort côté ministre...



Au-delà, le réel criminel des semaines passées montre qu'en France et toujours plus, l'ordre public est à la dérive.

*Tuerie à Marseille* : début novembre, 29e homicide entre bandits. L'amusant préfet de police du cru, qui hier encore, faisait le coup de "ça va toujours plus mal avant d'aller mieux", a carrément disparu.

*"Sauvageons" du ministre de l'intérieur* - Procès d'une tuerie entre deux gangs de Gonesse (Val d'Oise). Lisez bien : "Mohamed chute, isolé et bientôt roué de coups. Au moins une lame est dégainée. Il reçoit 14 coups à l'arme blanche, dont cinq dans le dos... Mohamed meurt peu après à l'hôpital." Voilà les sanglantes brutes qu'affrontent policiers et gendarmes de base, quasi désarmés et ligotés par de paralysants règlements. Une triste exception ? Non : récemment, d'analogues exactions adviennent à Montgeron (un "jeune" reçoit 4 balles aux jambes et est tabassé à la batte de base-ball) et à Lille-Wazemmes (30 voyous luttent pour un marché de la drogue, avec sabres (!) et triques. Sur place, dit un voisin "ce type de bagarre est régulier").

Devenue un *Jurassic Park* pour bandits mondialisés, la France voit des Kurdes s'entretuer à Rochefort et des Mongols (de Mongolie...) s'étriper au Bourget, dans un logis "maculé de sang et d'excréments". A Carrières-sur-Seine, des Vénézuéliens et un cubain sont capturés alors qu'ils agressent des touristes chinois.

à Montceau-les-Mines, des nomades fâchés d'un acte de justice paralysent la route centre-Europe-Atlantique - pneus incendiés, dégâts, etc. Naguère, des ministres avaient bien sûr gémi "Intolérable - Insupportable - Inadmissible" - mais les nomades s'en tapent et là, les ministres se taisent.

Récemment, des émeutes type Grande-Borne (Grigny, Viry-Châtillon) ont éclaté à Chambéry, Givors, Oullins et Vénissieux, à Rennes, Trappes et Meulan. Bandes cagoulées, jets de cocktail-Molotov policiers et pompiers agressés et caillassés, véhicules et poubelles incendiés.

Depuis peu, des agents de sécurité privée rejoignent dans la rue les policiers de base qui par milliers, manifestent toujours et encore. Tous voient que les aimables apaisements

ministériels ne sont, pour citer Mao, que "des balles enrobées de sucre". Un de leurs slogans fort : "Les racailles en prison". En prison ? Voyons voir. Emeute à Vénissieux : les voyous pris en flagrant délit "comparaîtront ultérieurement". Décodeur : ils sortent du commissariat mains dans les poches et sourire aux lèvres. Policiers de base, agents de sécurité : telle est la vraie justice post-Taubira. Vous avez du pain sur la planche.

---

Atlantico (11) **13 novembre 2015 : Un an après - le contexte, les progrès, les échecs**

### **238 MORTS - TOUJOURS PAS DE RÉFORME DE L'ANTITERRORISME**

Un an après les massacres commis à Paris dans la nuit du 13 novembre 2015, où en est la France face au terrorisme ? Un diagnostic pertinent tient aux trois questions que voici :

- CONTEXTE : quelles évolutions dans la zone Syrie-Irak, d'où clairement venaient les impulsions, voire les ordres, de frapper à Paris et Bruxelles ?
- PROGRÈS : qu'a appris en un an le continuum sécuritaire français, renseignement intérieur, appareil policier, machine judiciaire ? Ce continuum fait-il mieux désormais ?
- ECHECS : qu'aurait-il fallu de plus que le rafistolage auquel un gouvernement vacillant s'est borné ?

CONTEXTE - énorme différence entre la fin 2015 et la fin 2016 : le bouclage de la frontière sud de la Turquie, mitoyenne de la Syrie et de l'Irak. Se méfiant des appels téléphoniques, emails, SMS, etc. - et même du cryptage de la messagerie *Telegram*, l'état-major de l'Etat-islamique impulsant les "opérations spéciales à l'étranger" doit user d'émissaires physiques, d'hommes passant du Proche-Orient à L'Europe pour transmettre des consignes, fournir de l'argent, recueillir des informations, etc.

Mais par où passent-ils désormais ? Voyons la carte. Par la Turquie ? Difficile sinon impossible : la zone frontière grouille de bandits et de contrebandiers que l'on peut soudoyer ou convertir ; mais lesquels sont fiables ? Lesquels vous vendront aux féroces services spéciaux turcs, contre rétribution ou faveur ? Iran, zones de l'Irak ou de la Syrie donnant accès à des ports et aéroports internationaux : terres chi'ites ou "alaouites" farouchement hostiles à l'Etat islamique.

Ainsi, les décideurs de l'Etat islamique sont dans une nasse, sur un territoire labouré par les terribles frappes russes - aériennes certes, mais plus mortelles encore, de son artillerie lourde qui écrase jour et nuit les secteurs aux mains des "rebelles". Dans ces secteurs, les pertes terroristes sont terribles. On y compte désormais plusieurs combattants "français" tués par semaine et le stock de ces derniers est tombé sous les 700.

- PROGRÈS - un Etat organisé a sur tout groupe terroriste (islamiste ou autre) une intrinsèque supériorité : sa capacité à apprendre ; là où un groupe clandestin, qui passe son temps à survivre, stagne et devient vite quasi-incapable de se régénérer. Ainsi, l'appareil antiterroriste français, tel qu'il était en janvier 2015 et est encore aujourd'hui, a appris à connaître son ennemi. Incapable d'anticiper, de déceler, de pré-voir, le renseignement intérieur français a quand même fait rétrospectivement ses gammes et sait aujourd'hui quel était l'ennemi qui, plusieurs fois, a frappé la France en 2015. Ainsi, l'exacte répétition d'un "13 novembre" est peu plausible en France. 239 morts plus loin, l'appareil répressif français sait désormais combattre l'ennemi d'hier.

Mais voilà le hic : jamais l'histoire ne repasse identiquement les plats. Dans la stratégie indirecte (terrorisme, guérilla etc.), la surprise est reine. Nul Ben Laden ne ciblera plus jamais des tours de Manhattan façon "11 Septembre". Le renseignement intérieur français sait-il, peut-il nous protéger d'attaques d'un type nouveau, encore dans les limbes ? Pas sûr et voilà pourquoi.

- ECHECS : Après les attaques de Charlie-Hebdo et de l'hyper-casher, la France devait refonder son outil antiterroriste. Sortir de l'UCLAT, chaotique coordination où vingt services divers, souvent hostiles et peu partageurs, cohabitent dans la méfiance. Un dispositif lourd et plein de trous, encore compliqué par l'addition au millefeuilles d'une supplémentaire couche, l'EMOPT (Etat-Major Opérationnel de Prévention du terrorisme), caprice ministériel dont tous les acteurs de l'antiterrorisme se demandent à quoi il sert et comment l'ajuster au reste de l'usine à gaz.

Si le ministère de l'Intérieur avait eu un chef doté d'une vision décisive, voilà ce qu'il devait réaliser dans le feu de l'action. Choisir les plus agiles et brillants dans les divers azimuts de l'antiterrorisme, de jeunes commissaires, officiers de gendarmerie ou du renseignement ayant commandé dans les périphéries des métropoles françaises ; des hommes connaissant

l'ennemi, hybrides, racailles de banlieue, etc. Doter ce "commando de chasse" d'une unique et décisive mission : détecter les futures bombes humaines dans la foule des radicalisés et les neutraliser *à temps*. Or rien de cela n'a été fait - au contraire. Sous-FBI fasciné par *le high-tech*, le renseignement intérieur français avait échoué ? Sa direction annonce que désormais, il ne fera plus que cela, traquer l'ennemi islamiste dans le *cloud* - plutôt que dans les cités et quartiers hors-contrôle. Ce quand les Etats-Unis sortent du fétichisme des algorithmes, en matière de terrorisme : la guerre d'hier toujours, dans sa variante numérique. Et du travail pour une refonte des services, l'alternance venue.

---

Sécurité Globale (1) **Lénine, Soros et la fragmentation du monde**

### **CONTRE LA FRANCE, CONTRE LES PEUPLES, LES MILLIARDAIRES LIBERTAIRES**

Prophète inspiré ? Tu parles : Lénine a passé sa vie à se planter. Sa majeure bourde prédictive "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916), se voulant "l'ouvrage fondamental du marxisme analysant le mode de production capitaliste à l'époque impérialiste, celle 'des guerres et des révolutions". Accélééré-avant : qu'advient-il à la fin de la Guerre froide ? Pour Lénine, les géants-capitalistes devaient dévorer le Sud et les émergents, par soif de marchés nouveaux, de ressources, de sang neuf ("Le partage du monde entre groupements capitalistes", *dixit* Lénine). Or ce fut inverse : rétractation vers les pays riches, fragmentation de la planète, chaos mondial, zones grises, méga-gangs, armées du crime, etc.

Deuxième erreur : Lénine voyait un grand capital autoritaire mater les classes ouvrières à l'aide de "bandes armées" paramilitaires-fascistes ; or aujourd'hui, ce capital agressif est libertaire et recrute ses mercenaires dans une nébuleuse anarchisante. Leur commun projet : grâce au puissant acide libéral-libertaire, émietter les Etats et les peuples en une myriade d'identités locales, communautaires ou de "genre" - faire du globe un sous-Brésil peuplé de zombies hébétés par surdose médiatique ou toxicomanie.

Jouant les bienfaiteurs planétaires, ces milliardaires conduisent leurs raids financiers depuis des forteresses ultra-sécurisées, usant de dispositifs impénétrables aux Etats et régulateurs. Sinon, ils font la morale à tout un chacun, avec leurs "fondations charitables" et leurs

médias soudoyés. Une "philanthropie" qui fait moins vampire et plus père Noël, les présente en "investisseurs-philanthropes", non en "ploutocrates".

Exemple, M. George Soros, père spirituel de cet anarcho-capitalisme. Sa fortune serait de 24 milliards de dollars (*Daily Mail* du 5 mai 2015) ; condamné en France, il a été débouté par la Cour européenne des droits de l'homme, suite à une arnaque parmi d'autres. En octobre 2011, il paie encore 2,2 millions d'euros d'amende pour "délit d'initié".

Son outil ? La "société ouverte", habits neufs de la prédation désirable. En 2009 sa fondation "*Open Society Justice Initiative*" finance une étude sur les contrôles d'identité "au faciès" de notre police nationale. Au passage, nos sociologues-gauchistes acceptent sans broncher les prébendes d'un milliardaire condamné. Dans le jargon sociologue-critique, l'étude-Soros porte sur "Les stéréotypes et préjugés visant les minorités visibles". Il s'agit en fait d'intimider la police - à la joie de voyous, voire de terroristes. Car l'étude conclut bien sûr en taxant de racisme une police brutale et réac.

La dernière de M. Soros. 30 décembre 2014, le tiède *New York Times (NYT)* voit rouge : "les inégalités sont les plus criantes depuis un siècle", mais des ploutocrates ont, pour "fuir l'impôt", combiné un indécent système d'évasion fiscale. Parmi ces filous, *The liberal billionaire George Soros* dont le *NYT* s'étrangle qu'il "appelle publiquement à taxer les plus riches, tout en s'enrichissant plus encore par l'évasion fiscale". Ainsi, milliardaires et mercenaires gauchistes fragilisent en chœur l'État-nation français, seul rempart contre les anarchies coalisées de Wall Street et des quartiers hors contrôle.

Mais au fait : peut-on prouver ce financement de sectes gauchistes, ou de bobo-journalistes pour disloquer les Etats européens ? Oui. Ces preuves, on les a désormais - par milliers encore, courriels, bilan financiers. Car voici peu, les bienfaisants *hackers* du groupe *DCLeaks* ont pompé le discret dispositif de financement des "*charities*" de M. Soros. Consultez le site <http://soros.dcleaks.com> : vous verrez et saurez tout. Vous serez édifiés. En prime, vous constaterez la complicité entre M. Soros et ces médias-des-milliardaires qui en ont fait des tonnes - à juste titre - sur *Panama Leaks*, mais censurent toute allusion à *DCLeaks* et aux magouilles-Soros.

Ce silence complice vaut tous les aveux.

**AVEUGLES ET COMPLICES, LES MÉDIAS-DU-SYSTÈME**

Stupeur et drame dans les médias-des-milliardaires. "Uberisés", perdus dans un cybermonde qu'ils ne maîtrisent ni ne comprennent, ils se plantent à répétition - sans réaliser pourquoi. Dans un charitable esprit d'assistance, nous allons tout leur expliquer. Car le discrédit les accable bel et bien : selon un récent sondage, 7 français sur 10 n'ont plus en eux nulle confiance. Pire encore pour leurs copains politiciens et maîtres milliardaires.

Chers journalistes Niel-Drahi, ce qui vous accable s'appelle la réalité du monde ; et ce qui provoque ces plantages, c'est l'aveuglement. Ce déni du réel est aussi vieux que l'homme ; il frappe juste plus fort et se propage plus vite dans la société de l'information. Tocqueville le souligne dans *L'ancien régime et la révolution* : "Il est curieux de voir dans quelle sécurité étrange vivaient tous ceux qui occupaient les étages supérieurs et moyens de l'édifice social au moment même où la Révolution commençait, et de les entendre discourant ingénieusement entre eux sur les vertus du peuple, sur sa douceur, son dévouement, ses innocents plaisirs ; quand déjà 93 est sous leurs pieds : spectacle ridicule et terrible". Dans "Guerre et Paix", Tolstoï décrit aussi l'insouciance des moscovites quand Napoléon approche de Moscou. Et l'élite byzantine dissertant du sexe des anges, alors qu'en mai 1453, l'armée de Mehmet II assiège Constantinople.

Ces médias désormais sous contrôle, au service de ploutocrates qui laissent agir leurs chiens de garde tant que ça les arrange, furent à l'origine créés pour in-former le public. Mais désormais, ces médias ont muté en un monstre aveugle qui prend ses lubies, phobies et fantasmes pour la vie vécue des vrais gens.

Or l'incapacité à percevoir à *temps* le réel condamne tout système, tout régime. Comme on l'a vu avec Trump, toutes les caricatures, disqualifications et dénigrements dont on accable ceux qui déplaisent au système, ne font que les renforcer. Parmi ceux que l'on injurie sans l'avoir lu, le philosophe Martin Heidegger. Il a écrit sur cette mécanique, *fatale pour le présent système*, des choses décisives : "Toute opposition sous forme d'anti, toutes les oppositions réactives sont pour une part essentielle déterminées aussi par cela à quoi elles

s'opposent, même si elles se présentent sous la figure de ce qui est à l'envers de ce contre quoi elles se dressent" ("*Apports à la philosophie*").

Et dans la France d'aujourd'hui où médias subventionnés et gouvernement vivent dans l'inceste, l'aveuglement contamine les centres mêmes du pouvoir, menaçant la stabilité du pays et l'ordre public. De cela, deux exemples touchant à la vie quotidienne des Français et source pour eux de grandes inquiétudes.

"France Stratégie" (jadis, Commissariat au plan) est un organisme de prospective rattaché au Premier ministre ; l'auteur a déjà élogieusement cité certains de ses rapports. Voyons cependant les sept thématiques abordées par "France Stratégie" : Quelle France dans dix ans - L'action publique de demain - Développement durable et numérique - Economie - Société - Travail emploi formation - Europe. 32 sujets y sont abordés. Nul d'entre eux ne concerne l'insécurité et le crime. Un énorme point aveugle.

La "Politique de la ville" maintenant ; la vie vécue de cinq millions d'habitants de la périphérie des métropoles. Au-delà, la criminalité des rues rayonnant à partir des quartiers hors-contrôle : dix millions de potentielles victimes vivant dans la crainte. Récemment, Plaine Commune Habitat (Seine Saint-Denis) porte plainte au tribunal administratif de Montreuil. Motif ? Un cauchemar au quotidien : "Agressions physiques ou verbales, cambriolages, menaces, trafics divers, occupations illicites des parties communes et des espaces extérieurs des immeubles...". On voit bien qui dirige un office public d'habitat : des gens modestes, entre social-démocratie et démocratie chrétienne, qui n'en peuvent plus et crient au secours. Pas des "fachos", pour user du terme par lequel la médiasphère injurie ceux qu'elle craint.

Or que fait le gouvernement ? La secrétaire d'Etat à la ville parle des "quartiers populaires". Terme puant le mépris de classe, car bien sûr, ces quartiers sont "populaires" comme l'ex-Allemagne de l'Est était une "démocratie populaire". Pire, la secrétaire d'Etat veut y lutter "contre la stigmatisation", lubie sociologique-gauchiste dont les habitants des banlieues se fichent éperdument - claire perte de contact avec le réel vécu des habitants de ces quartiers.

Chaque jour désormais, les médias nous exposent - *a posteriori* - la désastreuse

conséquence pour Mme Clinton de cet oubli du réel.

Prochaine étape, la France.

---

Atlantico (12) "**Primaire de la droite**" : le syndrome de Clinton

### SÉCURITÉ AU QUOTIDIEN : LES LIBÉRAUX DANS LE DÉNI

Lisons les programmes, voyons les émissions télévisées de la primaire à droite. Une fois de plus, la sécurité, la vraie, celle qui affecte la population française, surtout celle des zones périurbaines et campagnes, est oubliée.

Certes, on a eu des épisodes "sécurité" dans ces émissions et programmes, mais ce n'était pas ce qui ravage la France des banlieues et campagnes, plutôt ce que des journalistes de luxe qualifient de "sécurité" - et c'est tout différent.

Dans ces émissions et programmes, on a parlé des "fichés S", un peu du terrorisme... Schengen et contrôles frontaliers... la justice et les prisons, abstraitement - mais du calvaire des habitants des zones hors-contrôle, du pillage rural, pas un mot.

Or docilement, les candidats sur les plateaux et leurs conseillers en com' ont suivi cette assignation à regarder ailleurs, à éviter ce qui fâche, à ne pas faire-le-jeu-de...

Mais disent ces journalistes, nos questions tiennent aux "attentes des Français"... Sauf que, depuis trente ans, ces sondages-bidon ont toujours présenté comme "attentes" l'économique et le social - alors qu'invariablement, dans la vérité des faits, la sécurité s'imposait comme sujet majeur de campagne.

Voici une preuve de l'aveuglement de ces médias et politiciens : *20 Minutes*, 19 novembre, "Primaires à droite : fiscalité, sécurité, fin des 35 heures... retrouvez les mesures-phares de chaque candidat" ; par ordre : Mme Kosciusko-Morizet, MM. Copé, Fillon, Jupé, Le Maire, Poisson et Sarkozy. Douze lignes chacun : pas UN mot sur la sécurité au quotidien des Français. Un non-sujet.

Or si bien sûr, le terrorisme effraie les Français, si c'est bien un péril stratégique, là n'est pas au quotidien leur souci, leur angoisse.



Lisons de près ces titres que ces journalistes de luxe, les poings sur les yeux, refusent de voir et de comprendre ; ces nouvelles qu'ils rejettent comme méprisables faits-divers.

(octobre 2016) : "Toulouse : braquages en série dans les commerces de quartier"... "Une vache tuée par balle dans son pré puis découpée sur place"... "Un retraité poignardé à mort dans son camping-car"... Marseille : "la violence explose... hausse des braquages à domicile"... Nantes "Entre coups de feu à répétition et vols violents de *smartphones*"... "Une jeune fille de 17 ans dépouillée et jetée à la Seine"... Billy-Montigny (Nord) "Les habitants exaspérés par les dealers de drogue"... Vénissieux "Aux Minguettes, des policiers visés par des cocktails-Molotov"... Thiais "La buraliste-courage encore braquée"... Bretagne "Une nouvelle armurerie cambriolée"... Val-Fourré "Les forces de l'ordre attaquées par une centaine de jeunes... Des émeutiers ont tenté de détruire l'annexe de la mairie"... Grenoble "Un octogénaire et sa concierge séquestrés"... Tourcoing "Médecins urgentistes agressés avec une extrême violence". La Grande Borne (Viry-Châtillon-Grigny) "On ne peut plus entrer dans la ville, les gens ont peur".

Tout cela en un mois. Ces vies gâchées, ces drames et les médias-des-milliardaires figés dans un silence de mort.

Tel est l'état du terrain ; voyons plus large :

- Vols à main armée à domicile : + 19% de 2014 à 2015 (France métropolitaine),
- Braquages en général : 25 par jour (week-end inclus, 2015, Métropole),
- Pillage des campagnes : 11 000 vols par an, 30 par jour (doublement de 2005 à 2015),
- Cambriolages (résidence principale, métropole) : 463 000 en 2015, plus de 50 par 24 heures, week-end inclus.
- 110 000 voitures volées en 2015, plus de 300 par jour,
- Policiers blessés en mission, janvier à juin 2016 : 3 267, 544 par mois, 18 par jour (+ 14% sur janvier-juin 2015),
- Paris, janvier-septembre 2016 : 53 braquages à domicile (6 par mois),

Les victimes ? Les forces de l'ordre bien sûr, la population de base mais pas seulement : "Insultes et agressions en hausse chez les médecins"... "Les agressions contre le corps enseignant se multiplient"... "Un lycéen casse la mâchoire de son professeur en classe"...

Avis d'un criminologue à MM. Juppé et Fillon. Certes, ils sont passés par Viry-Châtillon, en solidarité avec les policiers brûlés vifs par des assassins. Mais c'est bien peu. Qu'ils fuient cette fatale connivence avec des médias qui se sont fracassés sur le *Brexit* et M. Trump. Que ces candidats songent à l'idole de 194 grands médias américains sur 200 que fut Mme Clinton. S'ils la copient, ils finiront comme elle.

*(Comme d'usage, toutes nos sources et références sont disponibles sur demande)*

---

DÉCEMBRE 2016

Atlantico (13) **La justice à bout de souffle**

### **LE CHAMP DE RUINES LAISSÉ PAR MME TAUBIRA (2)**

Privé d'un stratège visionnaire, le ministère de l'Intérieur pose des rustines. Au moins, réagit-il encore : le moment venu, une équipe ministérielle décidée sortira l'Intérieur de l'ornière et rendra aux forces de l'ordre l'envie de vaincre. Pire est le sort de la Justice : ravagée par Mme Taubira, elle est sur le flanc. Les connaisseurs de la sphère régaliennne l'annoncent déjà : passée la présidentielle, le futur Garde des Sceaux aura la tâche la plus ingrate du nouveau gouvernement. En attendant, dans la réalité des faits et sur le terrain, la justice part en quenouille. Montrons-le.

D'abord, le chaos des "transfèrements". Selon la loi, tout prévenu doit pouvoir s'expliquer de vive voix devant un tribunal. Ne peut-on le juger ? Il est libéré. Jadis, ces extractions de prévenus vers les tribunaux relevaient des policiers et gendarmes mais désormais, la tâche revient au personnel pénitentiaire. C'est raté : manque de personnels, pagaille, etc. De ce fait, 24% des détenus ne peuvent aujourd'hui être présentés au juge - près d'un sur quatre. Conséquence : le procès est reporté, ce qui encombre encore plus les tribunaux ; ou, pire encore, l'individu est froidement libéré ! Ces derniers temps, à Quimper, Poitiers, Brest, Chartres, etc. des multirécidivistes, un bourreau d'enfant, un agresseur armé, etc., ont ainsi été élargis. "Des individus dangereux", souligne la tempérée Union syndicale des magistrats (USM), qui dénonce une "situation ubuesque et scandaleuse" - et fréquente.

Ensuite, les mutineries. Poitiers-Vivonne, Aiton (Savoie), Valence : des heures durant, des détenus cagoulés saccagent et incendient ces lieux de détention, détruisent la vidéo-

surveillance. A Maubeuge, à La Farlède (Var) "les agressions se multiplient". A Valence (deux émeutes en trois mois) les dégâts dépassent le million d'euros : 46 cellules hors d'usage. Alarmés, les syndicats de la pénitentiaire s'indignent de ce que "l'administration donne tout aux détenus".

A l'origine de ce ravage de la justice, Mme Taubira et sa cour, dont la doctrine survit en mode furtif chez son pâle successeur. En voici un échantillon, œuvre d'un Diafoirus-sociologue (*Libération*, 9 août 2013) "Prisons : osons suspendre les incarcérations. A défaut de 'fermer les prisons' dans un avenir proche (ce qui demeure tout de même une 'utopie raisonnable') initiions une politique vigoureuse, progressiste, où soit privilégiée résolument le 'toujours moins carcéral'. la prison, en 2013 n'est-elle pas, à bien y réfléchir, une pénalité aussi dépassée que le furent, en 1789, pour les hommes de la Révolution, les mises à mort spectaculaires de l'ancien régime". "Toujours moins carcéral" ? Pâmée, Mme Taubira institue la "contrainte pénale", version judiciaire de l'hospitalisation à domicile - on est bien mieux chez soi. S'ensuit un désastre confirmé par l'USM, pour qui "la contrainte pénale a désorganisé l'application des peines".

Evasions : le mois passé, plusieurs détenus se sont enfuis, parfois à pied, d'une ambulance... Ou en escaladant un grillage de la maison d'arrêt (Béthune, un criminel irakien poursuivi pour "violence avec arme")... Et ce braqueur qui sprinte hors de la cour d'assises du Loiret et s'évanouit dans la nature...

Quant aux sanctions, là aussi, l'avachissement est palpable :

- Ayant braqué une pizzeria, deux criminels (le vol avec arme est un crime) "ont fait l'objet d'une composition pénale". Or cette procédure s'applique aux contraventions ou délits mineurs (menaces téléphoniques... abandon de famille... fausses alertes... outrages... sévices contre animaux) ; on y accomplit des travaux utiles, on y répare ses méfaits... Là, on en use pour un crime ! De même a-t-on récemment vu des terroristes bénéficier d'un aimable "placement sous bracelet électronique".

Encore s'agit-il de ceux qu'on a attrapé. Car plus largement, le débit de la justice ralentit.

Ainsi, dans les tribunaux correctionnels, les "affaires poursuivables" (celles où l'auteur de

l'infraction est identifié) ont diminué de 8% de 2012 à 2015, passant de 1 379 086 (2012) à 1 264 619 (2015), moins 114 467. De même les condamnés, qui étaient 293 405 en 2012, ne sont-ils plus que 276 388 en 2015, moins 6%.

Déplorons enfin le chaos des peines de prison fermes "non exécutées" : des malfaiteurs devant être incarcérés, mais en fait libres comme l'air : un stock de 80 000 à 90 000 individus - nul ne sait. Le public, le parlement, le Garde des sceaux lui-même... Nul ne dispose de données *fiabiles* et *récentes* sur l'exécution des peines. les plus à jour datent de trois ans... Telle est la justice post-Taubira : un tuyau crevé fuyant par tous les bouts. //

*(Comme d'usage, toutes nos sources et références sont disponibles sur demande)*

---

JANVIER 2017

Atlantico (14) **Criminalité : les maquillages de l'Intérieur**

#### **CHIFFRAGE DU RÉEL CRIMINEL : ENTOURLoupES ET MENSONGES (2)**

C'était une entourloupe parmi d'autres. Elle portait sur le nombre de véhicules incendiés en France au nouvel an. Le nouveau ministre de l'Intérieur avait fourni des chiffres restrictifs visant à cacher que, pour 2016, ces incendies augmentaient que près de 20%.

La routine.

Eh bien non - cette fois-ci, la pilule n'est pas passée - n'est pas M. Cazeneuve qui veut. Car pour mater les médias, ce dernier employait deux agressives dames, disputant le journaliste d'information s'écartant de la ligne du Parti - quand ce n'était pas du pur et simple chantage. Tel média fait le malin ? On lui coupe le robinet. Plus d'info. Le chroniqueur Thomas Guénolé doit s'en souvenir, viré qu'il fut de RMC sous la menace d'un "boycott punitif" de l'Intérieur - pour avoir critiqué la gestion par l'Intérieur des attaques du 13 novembre 2015. M. Cazeneuve exfiltré vers Matignon, le réel criminel a donc paru au grand jour - réel qu'*Atlantico* et l'auteur énoncent sans relâche depuis un an - un peu seuls, à vrai dire, jusqu'à présent.

Ce réel, le voici : depuis les premiers attentats visant la France début 2015, la sécurité au quotidien des français est délaissée au profit de la lutte antiterroriste et depuis lors, la

France est au pillage.

Les vols à main armée, d'abord - dont l'Intérieur prétend sans rire qu'ils diminuent. Or ce qui vient du terrain démontre que là encore, tricherie il y a, la France métropolitaine subissant en 2016 un *tsunami* de braquages de proximité. Pour le prouver, le criminologue usera ici de ses propres données et sources, sans aller mendier de l'info au ministre de l'Intérieur, pour la recopier ensuite docilement.

Ne prenons ici que décembre 2016, mois durant lequel ont été braqués : des salles des ventes, des restaurants, des clubs de foot, des sociétés de transport, des épiceries, des convoyeurs de fonds, des *fast-food*, des boucheries, des bureaux de poste, des magasins de sport, des casinos, des camions de livraison, des fleuristes, des tabacs, des supermarchés, des vétérinaires, des pharmacies, des boutiques de téléphonie, des boulangeries, des soldieries, des autobus, des stations services, des hôtels et des agences de voyage.

Braquages souvent violents, avec parfois des prises d'otages. Les braqueurs ? des rodeurs, des toxicomanes, des racailles, des SDF - nombre de mineurs désormais - impunité oblige. Ce qu'on appelait jadis "la lie de la société", pour qui le braquage de proximité est devenu une sorte de RSA. Parmi des centaines de cas, notons cette boulangerie d'Avignon, récemment "ciblée par des braqueurs pour la cinquième fois".

Cela, tout le monde le constate - sauf le ministre de l'Intérieur : *Ouest-France*, 28/12/2016 "Braquages à répétition dans la région angevine" - *L'Union*, 28/12/16 "Château-Thierry : deux braquages en huit jours dans un tabac" - *FR3 Rhône-Alpes* - 27/12/16 - "Braquages en série dans la Loire" - *Le Dauphiné* - 19/12/16 "Série de braquages et de coups de feu dans la région grenobloise" - *La Marne* - 14/12/16 "Trois commerces braqués en un week-end" - *Le Parisien* - 5/12/16 "Montreuil : deux commerces braqués en une heure" - *La Voix du Nord* - 3/12/16 "Le Carrefour-Contact de Loon-plage : 2e braquage en trois semaines". *Le Parisien* - 2/12/16 "Clayes-Souilly : Cash Converters braqué pour la troisième fois cette année". Et ainsi de suite.

Passons à la catégorie - en forte croissance - des braquages à domicile. Près de Chamonix et de Dunkerque, à Palaiseau, à Saint-Germain-en Laye ; bien sûr en Seine Saint-Denis, des particuliers, des gens âgés, une famille chinoise (encore !), un prêtre, des restaurateurs

sont ligotés, molestés, torturés parfois par des voyous, puis dépouillés.

Autre activité criminelle en hausse : les vols par ruse, ou à la "fausse qualité", de faux policiers ou agents de services (eau, électricité, etc.) pillant ou escroquant des personnes âgées, fragiles ou naïves.

Place au Grand-Guignol méridional. A Marseille en décembre, un voyou est retrouvé "carbonisé et tué par arme à feu". Peu auparavant un autre (19 ans) est "criblé de balles". Dans les Bouches-du- Rhône, de 2015 à 2016, + 75% d'homicides entre truands. Le Var fait mieux encore : là, le truand est retrouvé "découpé en morceaux et carbonisé". Dans le reste de la France (Hauts-de-Seine, Drôme...) deux fous homicides issus d'Afrique ou d'Asie centrale décapitent, poignent et tuent à coup de pierres (5 morts).

Les brigands de grand chemin ne chôment pas. Dans le Nord de la France, promeneurs et automobilistes sont volés et molestés par de jeunes nomades "d'origine roumaine". A Créteil, une bande de huit voyous dépouille en pleine rue des passants de leur argent et de leurs portables.

Les campagnes sont-elles plus sûres ? Non - en Picardie, en Auvergne les fermes sont au pillage : oies, chapons, porcelets, canards sont volés par dizaines. Au Havre, un mareyeur se fait rafler 2 000 homards.

Face à ce triste spectacle - et à la propagande de l'Intérieur, qui raconte que tout va bien - peut-on au moins recourir à la religion ? Pas vraiment : à Nantes, les voitures de fidèles sont pillées durant la messe de Noël. Dans des cimetières des Bouches-du Rhône, tombes et chapelles sont pillées. Le 13 décembre, *La Dépêche* s'alarme de "vols répétitifs dans les cimetières bordelais" (marbres, grilles croix de métal, etc.).

Enfin, le sort désolant les touristes : de l'aéroport Charles De Gaulle à Paris, l'autoroute A1 est livrée à des "voleurs à la portière" et à Paris même, une touriste du Qatar (encore !) se fait dépouiller de son sac (préjudice, 200 000 euros).

Pendant ce temps, le gouvernement clame une "baisse de la petite délinquance" - qui n'existe que dans les médias Niel-Drahi, à sa botte.

(Comme d'usage, toutes nos sources et références sont disponibles sur demande)

---

Atlantico (15) **Crime organisé : le syndrome Kardashian**

### INTÉRIEUR : SOUS HOLLANDE-CAZENEUVE, L'INCOMPÉTENCE (2)

Les récentes interpellations effectuées dans l'affaire Kardashian - le braquage "à domicile" de cette médiatique créature étant assez illustre pour qu'on s'abstienne de revenir dessus - nous éclaire largement, à la fois sur les insuffisances d'un système policier français trop rétroactif et sur la tendance d'une partie de nos médias à faire désormais, en matière de crime, de l'information factice - quand ils ne censurent tout bonnement pas ce qui les défrise. Abordons ces deux points tour à tour.

Ce qu'on apprend sur les auteurs de l'opération Kardashian est sidérant : c'est en effet plus un disparate rapiécage de voyous qu'un gang redoutablement professionnel. Maghrébins, Gitans... Là dessus, deux-trois complices issus du Milieu juif ; presque tous blanchis sous le harnais criminel... des copines pour faire bonne mesure : c'est la proverbiale armée de Bourbaki [dans le dictionnaire : "groupe hétérogène dépourvu de rigueur"].

Le criminologue sait comment se monte une telle opération : des recéleurs pensent pouvoir "fourguer" les bijoux de Mme Kardashian (vus sur Internet) et recrutent une équipe pour faire le boulot. Or les acteurs de l'agression ne réalisent pas que, toucher à un cheveu de Mme Kardashian, les assure *illico* d'un planétaire déchainement médiatique - ce qui fait douter de leur lucidité. Ajoutons-y l'oubli que désormais, le recueil d'ADN force tout braqueur à pratiquer une rigoureuse asepsie. Notons enfin leur inconscience, voire leur délire d'impunité : l'icône globale Kardashian est braquée à 500m. du palais de l'Élysée et du ministère de l'Intérieur !

Cette insouciance trahit leur mépris du risque policier. Car quand le crime est efficacement traqué, les bandits se replient sur eux-mêmes, pratiquent l'immersion profonde. Pas question pour eux de s'allier à qui est hors du noyau dur ou loin de sa propre base. Ce phénomène de repli sur soi quand ça tangué n'est d'ailleurs pas limité au seul milieu criminel : il est déjà décrit dans Platon ! "Les substances secouées dans un crible tendent à se réunir selon leurs ressemblances et leurs affinités" (*Philèbe*, 57 bc).

Revenons à nos bandits : l'équipe se prépare à agir - aux quatre coins de la France et d'un noyau criminel à l'autre (Maghrébins, Gitans, receleurs, etc.). D'évidence, tous les éléments de cette mosaïque doivent échanger, communiquer, préparer l'opération, faire des repérages, recueillir maintes informations - et nul dans la police ou le renseignement intérieur ne capte rien de cela. L'opération s'exécute sans encombre.

Qu'une telle opération puisse se monter et se réaliser démontre que la police française agit toujours sur une base rétroactive, comme en 1930 : commission d'une infraction... investigation... interpellations... Défèrement des malfaiteurs à la justice.

Pas plus qu'elle n'a aujourd'hui de véritable service antiterroriste, mais une chaotique coalition de 22 (ou plus) entités diverses ; la France n'a de vrai service de renseignement criminel, capable de déceler, puis de pénétrer des opérations type Karsashian ; enfin d'interpeller les braqueurs lors même du passage à l'acte. Encore un domaine où, depuis 2015, l'Intérieur n'a rien réformé.

Venons en à l'information factice. Une partie des médias dits d'information n'informe plus en matière criminelle, elle fait notre bien malgré nous - elle nous met à l'abri de tout risque xénophobe. Plus questions pour ces médias de dire un mot sur l'origine des malfaiteurs. La transparence à tout prix - sauf en matière criminelle. Là tout est neutralisé par l'emploi constant et d'ailleurs grotesque du fort neutre "personne". Plus de bandits, ni de voyous ou de malfaiteurs : des "personnes" dont on ne saura rien de plus.

Règle dans ces médias : ne jamais donner de patronyme - alors que la loi le permet pour les adultes - sauf dans deux cas :

- la victime est issue de l'immigration, ou étrangère,
- Le malfaiteur est Berrichon et se nomme Jean Dupont.

Censure stalinienne, donc, sur l'origine des criminels façon Tartuffe "cachez cette origine que je ne saurais voir".

Refoulement idéologique ? Grosse frousse - car les bandits peuvent de fait réagir violemment, même sur des journalistes ? C'est selon.



Cependant, cela donne une information type "Canada Dry" : elle ressemble à de l'info, elle a le goût de l'info, mais ce n'est pas de l'info.

---

Atlantico (16) **Trois questions sur le crime au quotidien**

### DÉNI DE HOLLANDE-CAZENEUVE, DÉGRADATION DE LA SÉCURITÉ AU QUOTIDIEN

*1 • Dans une récente étude de l'Observatoire national de la délinquance, La violence en France affiche une hausse de 4%. Ce chiffre vous paraît-il représentatif de la situation ?*

"La violence" est une abstraction creuse. En réalité la France - précisément, certaines zones urbaines et périurbaines de la métropole - est dans une spirale anarchisante. Notre pays glisse dans la violence au quotidien, d'abord et surtout alimentée par des bandes criminelles juvéniles à la périphérie des métropoles, et par l'extravagant pillage de certains clans nomades ; tous déchainés par l'impunité dont ils jouissent dans les faits. Voici l'héritage de Mme Taubira et de l'ectoplasme-ministre qui lui a succédé, homme invisible et semblant perdu. Bien entendu, nos bases documentaires disposent d'un luxe de faits et de données prouvant tout cela.

Ensuite : 4% de hausse ? Cela signifierait que "la violence" est également répartie en métropole, ce qui bien sûr est faux. La campagne profonde est encore un peu épargnée, alors que l'hyper-violence installée début 2015 ravage d'abord les couronnes périurbaines - voire le centre des villes. Or c'est là où l'appareil de sécurité de l'Etat défaille. Les centres-ville ont des policiers, la campagne profonde a encore des gendarmes ; entre les deux, la sécurité publique vacille dans la couronne périurbaine : effectifs dégarnis, manque de coordinations efficaces, etc. - problème constant depuis un demi-siècle. Or cette "France abandonnée", qui à présent subit la vague criminelle, forme presque la moitié de la population métropolitaine, soit quelque 30 millions d'habitants.

*2 • Comment expliquer cette augmentation de la violence quotidienne ?*

Je le répète depuis le début 2015 - et ce diagnostic n'a jamais été démenti. M. Cazeneuve & co., plus les médias à leurs bottes, se bornent à nier le réel et ajoutent chaque jour une nouvelle couche de maquillage sur le cadavre de la sécurité en France, qui se décompose visiblement. Ne prenons ici qu'un exemple : le 8 octobre passé, dans la cité hors-contrôle

de la Grande Borne (Grigny - Viry-Châtillon) une meute criminelle a délibérément voulu griller vifs des policiers dans leur voiture (deux blessés graves). Cent jours après, nul n'a été arrêté. Dans la France de M. Cazeneuve, on peut tenter de tuer des policiers et, à ce jour, s'en tirer sans une égratignure. Telle est l'indéniable réalité.

Plus largement, voici ce qui s'est passé depuis *Charlie Hebdo* et l'Hyper-Casher : l'appareil français de sécurité a subi un choc si violent, qu'il est faussé, cassé de l'intérieur, comme certaines voitures après un accident : l'extérieur paraît indemne mais sous le capot, tout est déréglé, rien de fonctionne normalement.

Début 2015, profitant du choc, il fallait refonder tout cet appareil de sécurité, créer un service antiterroriste ramassé, agile, proactif ; et, comme tous les actuels terroristes sont d'ex-voyous hybrides, doter la France du service de renseignement criminel qui lui manque tant - ainsi, Mme Kardashian, M. Pagny et les touristes du Golfe ne se feraient pas piller à tout bout de champ.

Or on a planté des arbres, invité des chanteurs, défilé - c'est cela, le maquillage - mais on n'a pas touché à la structure de l'appareil français de sécurité qui à ce jour, est pour l'essentiel inchangé depuis M. Sarkozy. Bien sûr, les bandits petits et grands sentent qu'ils ont la bride sur le cou ; que des ministres fébriles et maladroits ont tout misé sur l'antiterrorisme - alors ils se régalent. Ainsi s'explique la présente vague criminelle

*3 • Ces violences prennent toujours plus d'ampleur. On pense à l'attaque de masse à Juvisy-sur-Orge ce week-end, qualifié de "guérilla urbaine" par le maire de la ville ou aux policiers pris pour cible. Les projets des politiques, notamment dans les récents débats des primaires, reflètent-ils la réalité de la situation ?*

La classe politique est en majorité otage de "communicants" et publicitaires, tous bourgeois-bohèmes (bo-bo) et gauche-caviar. Nul de ces aveugles sociétaux n'a idée du monde réel - d'où leur plantage pour le *Brexit* et Trump. Pour cette arrogante caste, le crime au quotidien, qui ravage des aires périurbaines dont ils ignorent tout, n'est qu'une "déplorable" (*dixit* Mme Clinton) et futile série de "faits-divers" - à taire, pour ne pas faire-le-jeu-de. Ces politiciens sans idées ni projets censurent ainsi ce que leurs gourous veulent qu'ils ignorent. A ce lamentable réflexe, j'ai donné le nom de *syndrome de Byzance*. Sous l'injonction des gourous d'alors, les "élites" byzantines se fascinent pour le sexe des anges.

Or, au même moment, l'armée du Calife est aux murailles. De tels cas d'autisme politico-social finissent toujours mal - enfin, pour les autistes. Attendons donc - lucidement.

---

Atlantico (17) "**Déradicalisation**" : panique et pitreries

### "DÉRADICALISATION" : POUDRE AUX YEUX, ESCROQUERIES ET COMMUNICATION (2)

Au soir où s'écrivent ces lignes, des policiers sont encore dans la rue. Ils engrangent des effets d'annonce : 250 millions naguère promis pour renforcer leurs outils de travail - millions dont (surprise !) ils n'ont pas vu la couleur. Dans la colère, ces policiers découvrent la pratique réelle d'un gouvernement qui, depuis janvier 2015, *Charlie-Hebdo* et l'Hyper-Casher, simule, promet et ment.

Rayon mensonge bienséant, la secrétaire d'Etat à la ville, Mme Hélène Geoffroy et son fameux "Ceux qui se radicalisent viennent de partout". Ah bon ? Lisons *Le Monde* du 22 avril 2016, sur la "Galaxie Molenbeek". Voici - présomption d'innocence oblige - les "noms de baptême" des intéressés : Abdelilah - Abid - Ahmed - Ali - Ayoub - Bilal - Brahim - Hamza - Ibrahim - Khalid - Lazez - Mohamed (X 3) - Najim - Salah - Sofiane. Valeur chérie de Mme Geoffroy & co., la 'diversité' manque un peu dans la liste...

Passons à la poudre aux yeux. Là où il fallait refondre, de haut en bas, notre outil antiterroriste; passer d'un branlant échafaudage de 22 ou 23 services et entités divers (l'UCLAT) à un service resserré, agile et proactif - ce qui n'a même pas été entamé - l'Intérieur s'est lancé dans le mirage de la "déradicalisation", simulacre déjà dénoncé dans *Atlantico*, en septembre 2016.

Or voici peu, la ruineuse imposture de la "déradicalisation" éclate au grand jour. Mustafa (le sort s'acharne...) est arrêté en Alsace alors qu'il rejoint en Syrie ses copains moudjahidine. Mustafa était affecté à une "structure de déradicalisation" pompeusement nommée "Centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté" (CPIC). Avant la fuite de Mustafa, trainaient au CPIC trois paumés se demandant ce qu'ils y faisaient. Les voici deux désormais, suivis par... 25 encadrants, dans un château d'Indre et Loire avec chapelle (!) et budget de 1,5 million d'euros par an.

Encore, disent de hauts fonctionnaires indignés du gâchis, n'est-ce rien à côté de la gabegie qui règne au "Comité interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation" (CIPDR).

Or le projet initial même de la "déradicalisation" est inepte. Car ce ne sont pas des gens normaux, fanatisés par une doctrine mortifère, qu'il faut ramener à la raison ; mais d'usage, des psychotiques sévèrement perturbés, habillant de "religion" leur pulsion de mort. Depuis Mohamed Merah en 2012, la plupart des assassins du "jihad" entrent dans cette catégorie. Ne prenons ici que le tueur au camion de Nice : Mohamed Lahouaiej Bouhlel "montre des signes de psychose dès 16 ans". Conduit chez un psychiatre à 19 ans, il est trouvé "extrêmement violent et alcoolique". Et le déterminisme social cher à la "culture de l'excuse" ? Bouhlel est-il un damné de la terre, errant de ghetto en bidonville ? Encore raté : ses parents sont des "fermiers aisés possédant plusieurs propriétés".

Plus largement : la plupart des tueurs du djihad sont des hybrides entre terreur et crime, délinquants voire criminels. Conseillons donc aux myopes du CIPDR, CPIC etc., de lire un excellent rapport britannique [analysé dans *The Independent* - 11/07/2013 "Most young men in gangs suffer psychiatric illnesses"] montrant que sur 108 membres de gangs choisis parmi 4 664 sujets, 85 présentent de graves troubles psychiques (27, de lourds signes de psychose !) ; la moitié des 108 étant sujets à des crises d'anxiété ; un tiers ayant déjà tenté de se suicider.

Résultat de la contagion salafiste sur de tels demi-fous, des individus sortant dans la rue, seuls ou parfois à deux, pour tuer : depuis 2014, une sanglante litanie : Nice... Würzburg... München... Ansbach... Reutlingen... Saint-Etienne du Rouvray... Londres... Un village des Hautes-Alpes...Dijon... etc. Croit-on vraiment pouvoir réinsérer de tels enragés en leur vantant, par CIPDR et CPIC interposés, les beautés du vivre-ensemble et de la diversité ?

Ouvrons une seconde piste. En février 2006, *Le Monde* présentait une étude des Renseignements généraux intitulée "Origine des meneurs de bandes organisées opérant en ZUS/quartiers "sensibles". Sur 100 caïds (le profil des troupes ne devant pas différer beaucoup...) 67% étaient d'"origine maghrébine", 17% provenaient d'"Afrique subsaharienne". (et 9% de Français de souche).

Au croisement de ces deux séries de données, voici sans doute le riche vivier où repérer, dans les milliers de "radicalisés" diversement dangereux, les quelques bombes humaines pouvant brutalement basculer dans le massacre. Une voie que le gouvernement s'est par avance bouchée par bienséance et obsession du politiquement correct.

---

Atlantico (18) **Le chiffrage du crime en 2016 : du bidouillage au bidonnage**

### CHIFFRAGE DU RÉEL CRIMINEL : ENTOURLoupES ET MENSONGES (3)

Sous M. Cazeneuve sévissaient des sortes de *Femen* médiatiques, menaçant les journalistes de les priver d'informations. Arrive M. Le Roux qui lui, ment carrément et claironne une "Tendance globale à la baisse [*de la délinquance*] depuis le début du quinquennat". Bobard si énorme que récemment, le plutôt docile (et fort officiel) Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) critique au napalm le "Bilan de la délinquance 2016", publié par le service des statistiques du ministère de l'Intérieur (SSMI) et présenté par le ministre ; fustigeant la "partialité des chiffres", le "risques de maquillages statistiques" et les "ruptures statistiques" - du bidouillage en bon français.

Premier mensonge ministériel : l'omission. Car la France n'est pas sous cloche mais bien plutôt, au cœur de l'Europe. Il faudrait donc comparer les chiffres du crime en France à ceux de ses voisins, de taille et population analogue ; par exemple pour les vols avec armes ou violence, traumatisants pour la population. On verrait alors si la France est plus ou moins sûre que ses voisins et si les ministres de M. Hollande font bien leur boulot. Or la comparaison est possible puisque Eurostat (l'Insee de l'Union européenne) publie les chiffres du crime dans la catégorie (*robberies*) qui recouvre nos "vols avec armes" (VAA) et "vols avec violences"(VAV). Voyons la dernière année publiée (2014) :

France	: <b>114 093</b>
Allemagne	: 45 475
Royaume-Uni	: 52 795
Italie	: 58 345

Un accident statistique ? Non, car voici les chiffres de 2012 :

France	: <b>123 814</b>
--------	------------------

Allemagne : 48 711  
Royaume-Uni : 68 028  
Italie : 62 641

Ainsi, pour les vols avec armes et violences, la France fait constamment *deux fois pire* que ses grands voisins. Les chiffres des *robberies* en France pour 2016 (VAA+VAV) ? 112 857, 309 par jour de l'année, 13 environ par heure. Silence gêné au ministère de l'Intérieur.

Maintenant, la tendance : clairement elle s'aggrave, car il n'est pas de jour sans que les médias n'annoncent des braquages - et graves, encore. Dans les *heures* précédant la rédaction de ce texte : "Draveil, Villeneuve Saint-Georges : deux Intermarché braqués à l'ouverture", "Vol à main armée dans une bijouterie de Montélimar", "L'Isle d'Abeau, braquage après la fermeture : 400 000 euros de butin", " Vol à main armé dans un tabac du centre-ville de Nice", " Concarneau, braquage au couteau dans une supérette", " Cher : un couple de bijoutiers violemment agressé par quatre malfaiteurs", "Malay-le-Grand : Braquage à l'hôtel Virginia", ainsi de suite et sans fin. Quelle "rupture statistique", quel "maquillage" explique-t-il que l'Intérieur voie baisser les braquages, parmi un déluge de faits prouvant le contraire ? Patience - tout finit par se savoir.

Au-delà, trois signes annoncent une aggravation du crime dans notre pays :

- *Une croissante sophistication criminelle* des individus signalés (par la chaîne judiciaire) sous au moins deux états-civils différents. Car bien sûr, le B-A BA du crime consiste à camoufler son identité réelle :

2009 : 98 350  
2011 : 121 574  
2013 : 113 766  
2015 : 130 680

+ 32% sur les cinq dernières années

- *Phénomène criminel grave : la séquestration*, entre malfaiteurs pour vengeance ou racket ; ou visant de simples citoyens, contre rançon : de 2011 à 2015, derniers chiffres disponibles : + 107 % ! En 2015, 3 355 cas connus, + de 9 par jour.

• *Criminalité visant les réseaux de transports* : quand les criminels bougent, les citoyens sont en péril. Or désormais, les criminels bougent beaucoup. En 2016, les vols violents dans les réseaux de transports ont (encore !) augmenté de 7%. Ajoutons les vols "simples" : chaque jour, quelque 365 passagers des transports sont agressés ou dépouillés en France.

Voici la réalité criminelle dans la France d'aujourd'hui, loin des "maquillages" et "ruptures" de MM Cazeneuve et Le Roux.

*(Comme d'usage, toutes nos sources et références sont disponibles sur demande)*

---

FÉVRIER 2017

Conflits (1) **Métropoles, crime, et "politique de la ville"**

### ESCROQUERIES ET MAGOUILLES : LA "POLITIQUE DE LA VILLE"

Pour cerner notre sujet, agissons en psychanalyste : traquons les non-dit, évaluons les résistances ; observons le sujet social/médiatique : ses réactions brutales, ses malaises. Ainsi, nous cernerons l'impensable par la bienséance dominante. Cet impensé, nous l'établirons enfin, c'est le lien intime, durable et toujours plus clair entre la criminalité, les métropoles et la désastreuse "Politique de la Ville".

Premier témoin, Mme Sylvie Andrieux, ex-député socialiste de Marseille, désormais condamnée à quatre ans de prison (trois avec sursis), cent mille euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité. Selon la presse <sup>1</sup>, Mme Andrieux a commis des "détournements de fonds" ; 700 000 euros "distribués à des associations fictives, censées œuvrer à la réhabilitation des quartiers" mais en fait "aidant Mme Andrieux à se faire réélire". Or derrière cet aimable énoncé des faits, la vérité est plus sinistre : provenant de la politique de la ville, l'argent est donné à des *nervis*, au sens original du terme.

Second témoin, M. Alain Juppé. En novembre, il visite la notoire dalle d'Argenteuil et y rencontre les habitants du lieu. M. Juppé récite bien sûr le *credo* qu'attend la bienséance médiatique : il adore "la diversité" et maudit la "stigmatisation". Cependant, il ajoute "C'est

---

<sup>1</sup> *Le Point* - 9/12/2016 "La députée Sylvie Andrieux démissionne après sa condamnation"

<sup>2</sup> *Le Parisien* - 26/09/2016 "Sur la dalle d'Argenteuil, Juppé promet (encore) la fin des zones de non-droit".

fini. je ne veux plus de zones de non-droit" <sup>2</sup>. A Argenteuil, M. Juppé parle bien sûr des territoires de la Politique de la Ville.

Vient ensuite notre secrétaire d'Etat à la Ville. Elle aussi combat "la stigmatisation" et dénonce "les discours réducteurs sur les quartiers populaires". Dans la *Novlangue* néo-soviétique que la sous-ministre manie à ravir, ces fameux "quartiers populaires" sont bien sûr les territoires mêmes de la Politique de la Ville - populaires au sens où l'Allemagne de l'Est était une "démocratie populaire", soit un lieu que tous ses habitants rêvent de fuir. C'est le cas de la Seine-Saint Denis - Mecque de la Politique de la ville - dont "10 000 habitants fuient chaque année". Pourquoi la fuite ? Du fait de la criminalité, bien sûr <sup>3</sup>.

Métropoles-"banlieues sensibles"-spirale criminelle, et terroriste : en juillet 2016, le gouvernement reçoit un rapport sur Grigny (Essonne : son quartier de la Grande Borne... Coulibaly de l'Hyper-Casher... Les policiers brûlés vifs en octobre dernier). Rapport éloquent : "échec des politiques publiques... quartier enclavé, victime de la pauvreté et des trafics...Omniprésence de la délinquance locale... Les services publics ont déserté la ville face aux violences...". Enfin, les "centaines de millions d'euros investis [*en vain*] par la Politique de la Ville <sup>4</sup>. Grave échec de cette "Politique" conclut ce rapport. Or côté dépenses, c'est mille fois pire : de 2004 à 2013, le premier Programme national de rénovation urbaine (PNRU1) a englouti 47 milliards (bien : *milliards*). Lancé en 2014, le PNRU 2 a déjà pompé 5 milliards d'euros. Total : 52 milliards - et ce n'est qu'un seul poste du pharaonique budget dilapidé par la Politique de la Ville <sup>5</sup>.

Pharaonique mais inutile : en avril 2016, le Secours catholique alerte : dans les zones les plus pauvres de l'Ile-de-France (Nord-est parisien, Seine Saint-Denis) - épice de la Politique de la Ville - "Il y a plus de pauvres et leur niveau de pauvreté s'aggrave" <sup>6</sup>. Or bien

---

<sup>2</sup> *Le Parisien* - 26/09/2016 "Sur la dalle d'Argenteuil, Juppé promet (encore) la fin des zones de non-droit".

<sup>3</sup> *AFP* - 26/09/2016 "Quartiers populaires : le gouvernement veut lutter contre la stigmatisation" et *Le Point* - 31/08/2016 "Seine Saint-Denis : portrait d'un département sensible".

<sup>4</sup> *Le Figaro+Afp* - 26/07/2016 "Grigny : l'Etat analyse l'apartheid social et territorial".

<sup>5</sup> *Le Point+Afp* - 3/05/2016 "Dans les quartiers populaires, les inégalités persistent"

<sup>6</sup> *BFMTV* - 11/04/2016 - "Ile de France : pauvreté et fracture territoriale s'aggravent".



sûr, quand elle fut inventée, Mitterrand *regnante*, la Politique de la Ville visait à abolir les ghettos, à "rendre les quartiers sensibles à la République" et ainsi, prédisaient alors ses promoteurs, anéantir le (alors jeune) Front national en le privant de sa cause célèbre.

Où en sommes nous ? M. Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, l'expose en mars 2016 avec sincérité. En France "une centaine de quartiers présentent des similitudes potentielles avec Molenbeek" (ghetto bruxellois d'origine des tueurs du Bataclan, fratrie Abdeslam en tête). Il y règne "un système mafieux, avec une économie souterraine... Système où les services publics ont quasiment disparus, où les élus ont baissé les bras". "Dans les quartiers prioritaires de la Ville" on trouve bien sûr des bandits, mais aussi de fanatiques "associations salafistes". Bref conclut lucidement le ministre "La République n'a pas été à la hauteur de sa responsabilité dans ces quartiers" <sup>7</sup>.

Voilà le contexte dans lequel fleurit le crime des aires métropolitaines (villes et périphéries) de la France. Voilà ce qui suscite ce crime et l'empêche de régresser.

Dans la criminalité des rues, la plus inquiétante et douloureuse pour la population, ne prenons ici que les "vols à main armée", activité-reine du Milieu criminel, pour le seul mois de décembre 2016. Dans les métropoles et leurs périphéries, ces "braquages" explosent, quand le ministère de l'Intérieur prétend sans rire qu'ils diminuent.

D'abord, pourquoi ? Depuis les premiers attentats visant la France début 2015, la sécurité au quotidien des français est délaissée au profit de la lutte antiterroriste et depuis lors, la France des métropoles et périphéries est au pillage.

En décembre 2016, ont ainsi été braqués : des salles des ventes, restaurants, clubs de foot, sociétés de transport, épiceries, convoyeurs de fonds, *fast-food*, boucheries, bureaux de poste, magasins de sport, casinos, camions de livraison, fleuristes, tabacs, supermarchés, vétérinaires, pharmacies, boutiques de téléphonie, boulangeries, solderies, autobus, stations services, hôtels et agences de voyage.

Braquages souvent violents, accompagnés parfois de prises d'otages. Qui sont les

---

<sup>7</sup> *Europe 1* - 27/03/2016 "Patrick Kanner : une centaine de quartiers en France présentent des similitudes potentielles avec Molenbeek".

braqueurs ? Des rodeurs, des toxicomanes, des racailles, des SDF - nombre de mineurs désormais - impunité oblige, pour qui le braquage de proximité est devenu un RSA de substitution. Sur les centaines de cas recensés, notons cette boulangerie d'Avignon, récemment "ciblée par des braqueurs pour la cinquième fois".

Lisons la presse locale : *Ouest-France*, 28/12/2016 "Braquages à répétition dans la région angevine" - *L'Union*, 28/12/16 "Château-Thierry : deux braquages en huit jours dans un tabac" - *FR3 Rhône-Alpes* - 27/12/16 - "Braquages en série dans la Loire" - *Le Dauphiné* - 19/12/16 "Série de braquages et de coups de feu dans la région grenobloise" - *La Marne* - 14/12/16 "Trois commerces braqués en un week-end" - *Le Parisien* - 5/12/16 "Montreuil : deux commerces braqués en une heure" - *La Voix du Nord* - 3/12/16 "Le Carrefour-Contact de Loon-plage : 2e braquage en trois semaines". *Le Parisien* - 2/12/16 "Clayes-Souilly : Cash Converters braqué pour la troisième fois cette année". Et ainsi de suite.

Concluons : l'activité du Milieu criminel étant clandestine, donc invisible, seuls des actes notoires (braquages, homicides) permettent d'en mesurer la virulence et en France, elle est grande. Même si désormais, les campagnes sont frappées, l'activisme criminel ravage d'abord les métropoles ; surtout, les territoires d'une Politique de la Ville conçue pour pacifier les quartiers à coups de milliards, mais où les ghettos n'ont jamais été pires. Mettre la France en sécurité signifie donc refonder cette Politique de la Ville - en débutant par un scrupuleux audit, pour voir où sont passés les milliards engloutis. Car pourquoi Mme Andrieux aurait-elle été seule à puiser dans la caisse ?

---

## Conflits (2) **Criminalité, médias et autruches**

### **AVEUGLES ET COMPLICES, LES MÉDIAS-DU-SYSTÈME (2)**

Icône gauche-caviar, ex-directeur de *Charlie Hebdo* et de *France Inter*, Philippe Val assène la sentence : "La presse agonise. Elle est sous perfusion de l'Etat et de financiers de plus en plus baroques". Pour *Mediapart* (11/10/16), la presse d'information est "en putréfaction... vendue au capitalisme financier". Connivence et accointances : au total, ce mimétique banc-de-sardines dit la même chose, au même instant, dans le même sens.

Un sondage après l'autre, les citoyens crient que la presse "ne résiste pas aux pressions du pouvoir" (67%) ou du fric (58%). Les lecteurs de moins de 35 ans ? C'est pire : 70% ont perdu confiance. Question en direct sur *RMC* le 13 décembre passé (7 958 votants) : les médias nous mentent ? Oui, 91% ! Les sondés dénonçant les manipulations, l'occultation des faits, leur hiérarchisation arbitraire et partisane. Flèche du Parthe d'un pilier de *France Culture* : Brice Couturier crucifié (19/08/16) "ces personnages arrogants quoiqu'incultes, qui méprisent les faits, les chiffres, la réalité..." - il parle des bobo-journalistes, bien sûr.

A la botte de MM. Niel, Drahi & co., ce "Parti des Médias" entretenu et déconsidéré oblitère le réel - d'abord, en matière de sécurité. Il balaie, comme d'anodins "faits-divers", une criminalité qu'il occulte hystériquement. Voici comment :

- Matraquage d' "édulcorants sémantiques", mots creux visant à endormir le lecteur, "personne" (au lieu de bandit, violeur, assassin, malfaiteur) ; "produits" (au lieu de cocaïne, héroïne, ecstasy) ; toujours parler de "délinquant", jamais de "criminel",
- Oblitération politiquement-correcte de l'origine des malfaiteurs : toujours donner les noms exotiques des victimes, jamais celui des assassins ; oubli de la dimension clanique ou tribale, ou des fratries, au sein des diasporas criminalisées,
- Flagrant truquage, comme de dire "Roumains" ou "Bosniaques", des nomades criminalisés issus des Balkans,
- Etouffement de toute tentative d'exposer le coût réel de la criminalité en France,
- Adhésion fanatique à l'inepte "culture de l'excuse", expliquant tout acte criminel par la misère sociale, le chômage et le racisme-monochrome.

Dans un rare élan de lucidité, *Le Monde* écrivait (21/10/2016) que "L'occultation et le déni sont les pires manières de comprendre et d'agir". Une rigueur que ce quotidien, et d'autres du "Parti des Médias", ferait bien de pratiquer lui même.

---

Sécurité Globale (3) **Présidentielle et dépenalisation du cannabis**

**LIBÉRAUX-LIBERTAIRES ET ARGUMENTS-BIDON**

Clairement, pénaliser l'usage des stupéfiants ou pas, libéraliser cet usage ou non, relève de la décision politique. Ici, le criminologue n'a pas à trancher, mais peut en revanche contribuer au débat - ce que nous faisons.

Rappel : la Convention unique des nations-Unies (1961, entrée en vigueur le 13/12/1964), ratifiée par la France, "limite l'usage des stupéfiants à des fins thérapeutiques et médicales" et fait du trafic des stupéfiants "un crime punissable de prison". La Convention liste les stupéfiants concernés, dont, explicitement, le cannabis.

Voyons les arguments en cause. Tout candidat à la présidentielle peut bien sûr proposer les changements sociaux/sociétaux de son choix, à condition que son raisonnement repose sur un socle réaliste. Que disent les "dé-pénalisateurs" du cannabis ? Il faut en libéraliser l'usage car en la matière, la France a pratiqué ce dernier demi-siècle une répression féroce et aveugle qui a totalement échoué. Preuve : aujourd'hui, plus de jeunes que jamais "fument". Donc, cessons de réprimer et libérons la société d'une contrainte absurde.

- Mais, les décennies passées, la France a-t-elle "réprimé féroce" les usagers, usagers/revendeurs et trafiquants de stupéfiants ? Non : tout au contraire et dans les faits la France a fait preuve d'un laxisme quasi-égal à celui des Pays-Bas.

Prouvons-le. En Janvier 2017, l'observatoire ad hoc de l'UE (EMCDDA, European Monitoring Center for Drugs and Drug Addiction) publie un rapport technique intitulé *Drug Trafficking Penalties across the European Union - A survey of Expert Opinion*. Ce rapport analyse et compare les pratiques répressives de 11 pays-membres de l'UE (poursuites, condamnations, sentences) en matière de stupéfiants. Voyons pour la France.

De fait, la théorie est bel et bien féroce :

- (222-36 & 37 du Code pénal) Import ou export de stupéfiants... transport, détention, vente, acquisition ou possession [nous soulignons] : 10 ans de réclusion et 7 500 000 € d'amende,
- Si implication d'une bande organisée : 30 ans de réclusion.

Dans la réalité des faits, maintenant :

- Saisie avec 1 kg de résine de cannabis : de 12 mois ferme à 1 mois avec sursis,
- (...) 1 Kg de cocaïne pure à 33% : de 18 à 4 mois ferme,
- (...) 1 Kg d'héroïne pure à 25% : de 18 à 8 mois ferme.

Temps moyen réel de détention pour possession d'un kilo ces trois types de stupéfiants (dont deux "drogues dures") : 9 mois !

Ainsi, dans les faits et preuve à l'appui, la "répression" que dénoncent les "dé-pénalisateurs", est purement fictive. Comment dire que "la répression a échoué" ? Puisque répression, il n'y a pas eu. ?

---

Atlantico (19) - **Trois questions sur ce qui menace la France - et l'art de riposter**

### **LA SÉCURITÉ SE DÉGRADE, LE POUVOIR ET LES MÉDIAS OFFICIELS SE TAISENT (2)**

*1 • Les émeutes de ces derniers jours en banlieue parisienne témoignent d'un fort risque d'embrasement et réveillent les souvenirs de 2005. En pleine année électorale, ces émeutes peuvent-elles se politiser ? Certaines mouvances n'ont-elles pas intérêt à mettre de l'huile sur le feu aujourd'hui ? Quelles sont ceux qui pourraient y voir une opportunité ?*

D'abord ceci : à l'Intérieur, rien n'a changé depuis les émeutes de 2005. Passées les bonnes intentions de M. Valls, ce ministère est toujours aussi myope, capable seulement de réagir lourdement, des jours après un choc violent. Nulle capacité d'anticipation, de décèlement précoce des dangers. Sous MM. Cazeneuve et Le Roux, l'Intérieur fonctionne toujours comme en 1930 : commission d'une infraction, travail policier, traduction des malfaiteurs en justice. Nulle réforme sérieuse n'y a été conduite depuis le départ de N. Sarkozy, ni pour le terrorisme, ni pour le renseignement criminel ; enfin, pas de reprise en main des zones hors-contrôle, celles où adviennent les émeutes de ces derniers jours.

L'intérieur fait de la "dévaluation sémantique" avec l'aide des usuels Diafoirus-sociologues, tirés de leur boîte à l'occasion. Mais qualifier les émeutes d'"incident", les émeutiers de "jeunes", les gérantes du narcotrafic de "Mamans des cités" et les caïds de "Grands frères", ne fait qu'enrager la population victime de ces gangs, au premier rang dans ces émeutes.

*2 • Quels réseaux sont le plus à craindre aujourd'hui ? Entre des groupuscules d'extrême-gauche, des islamistes, ou dans le sillage de groupes comme les Indigènes de la République, les Black Blocks, des séquelles de Nuit Debout, des groupes d'extrême droite, lesquels affichent un niveau d'organisation suffisant pour étendre le conflit ? Quels groupes ont intérêt à un affrontement en France, confessionnel, ou autre ?*

Rien de cela n'est bien dangereux : les "Antifa" ou "Black Blocs" sont des gosses de riches jouant à la Guerre d'Espagne - jeu sans péril avec des cousins ou copains au pouvoir et nul

Phalangiste face à soi. Mais ils sont blancs - dont virés des banlieues dès qu'ils s'y pointent - comme "balances" potentielles ou étrangers au quartier. Et les bandes de cités n'ont pas une logique de "Grand Soir" mais de "Business", quartier contre quartier, aussi incapables de s'unir durablement que les tribus des mille vallées afghanes. Bien sûr, ces bandes veulent chasser la police du coin, pour pratiquer sans gêne leurs activités polycriminelles (racket stupéfiants, pillages, braquages, etc.), mais n'aspirent pas vraiment à l'exercice du pouvoir...

*3 • En prenant en compte l'élection présidentielle, les actes terroristes de ces dernières années, en quoi le pays présente-t-il un contexte favorable à de tels événements ?*

Le "contexte favorable" tient à l'incapacité du gouvernement - président Hollande en tête - à comprendre ce qui arrive, égarés qu'ils sont par leurs gourous antiracistes-monochromes. Tout flic d'expérience - j'en ai vu plus d'un récemment - sait comment mettre fin en 48 heures à de telles émeutes. Mais voilà : il faut du renseignement préventif et l'expertise du terrain - or ce gouvernement n'a ni l'un ni l'autre. Je lui donne cependant gentiment la recette - mais doute qu'il sache la mettre en œuvre :

1 - Préparer une liste des cinq-six principaux trafiquants et caïds de Seine Saint-Denis.

Radiographier secrètement leur système criminel : financiers occultes... prête-noms... blanchisseuses d'argent sale... maîtresses et logis de luxe... véhicules hauts de gamme...  
Train de vie.

2 - Quand débute une "affaire Théo", grosse rafle du tout - et les motifs abondent : on peut balancer la moitié du Code pénal à la tête de chacun de ces caïds. Qui sont tout-puissants dans leur quartier - on l'a vu en octobre 2005 : ceux du nord de Marseille ont interdit les émeutes et tout est resté calme. Donc, donner le choix aux présents caïds d'Ile-de-France : ça se calme, et vite - ou la justice s'acharne. Ca se calme, bien sûr.

Mais comment faire ça avec de petits calibres à la Le Roux à l'Intérieur, ou avec l'homme invisible de la Justice, ce M. Urvoas que nul n'entend ni ne voit ?

---

Atlantico (20) **Emeutes, proto-terrorisme et tueries méridionales**

**EFFONDREMENT DE LA SÉCURITÉ : UN SYMPTÔME APRÈS L'AUTRE (2)**

Pendant que divers pitres, filous et profiteurs de l'antiracisme-monochrome crient dans *Libération* leur amour éperdu des émeutiers et des incendiaires, la sécurité se dégrade

(encore) en France. Car en effet :

- des policiers voient leurs voitures incendiées à leur propre porte,
- le nombre de policiers blessés "en mission" s'accroît encore en 2016,
- les tueries entre gangsters se multiplient à Marseille et alentours.

- Début février dans l'Oise et dans l'Aisne (Soissons, Compiègne, etc.), les cinq voitures personnelles de quatre couples de policiers sont incendiées devant leurs domiciles. Les autorités constatent ces exactions ciblées - mais comme d'usage, dès qu'il s'agit d'actes perpétrés par des bandits ou par des hybrides criminels-terroristes, elles ignorent d'où vient le coup ; elles n'ont rien vu venir. Et réagissent pesamment *a posteriori*, dans le registre rétrospectif.

Qui plus est, ces autorités édulcorent par le biais de "médias d'information" à leur solde, et prétendent à la légère qu'"aucun lien entre ces diverses affaires n'est encore établi".

Or dans cette affaire, des experts du renseignement antiterroriste font un tout autre diagnostic : pour eux, ces actes sont tout sauf spontanés, mais à l'inverse, le fait de proto-terroristes coordonnés. Des individus se prétendant aujourd'hui "vengeurs de Théo" et demain qui sait ? Mutant en émules des Merah et des Kouachi.

- On avait compté en 2015, 5 674 policiers blessés "en mission". Il y en a eu 5 767 en 2016, environ 16 par jour de l'année, + 1,6% en un an. Pour le quinquennat-Hollande en années pleines, de 2013 (5 505 blessés) à 2016, cela fait 5% de blessés "en mission" de plus.

- "Nuit sanglante dans les Bouches-du-Rhône" - d'abord, cette scène de film policier à grand spectacle sur l'autoroute Martigues-Marseille : 3 véhicules pleins de gangsters s'entre-fusillent en fonçant dans la nuit. Les rafales d'armes de guerre s'entrecroisent. Là-dessus, feu d'artifice : chocs, tonneaux et voitures embrasées. Touche finale, un des bandits est liquidé au fusil d'assaut et jeté au feu. Les tueurs disparaissent - bien sûr.

La même nuit à Aix-en-Provence, une "figure du milieu aixois" est criblée de balles de gros calibre, près de chez lui ; 14 douilles au sol.

Enfin, échange de tirs dans les quartiers nord, au Parc Corot à Marseille 13e : un blessé - pour l'instant.

Et déjà 5 morts au compteur des Bouches-du-Rhône en cette septième semaine de l'an 2017. Devant la tuerie, le malheureux préfet de police, M. Nunez, semble égaré et impuissant au milieu d'un tragique champ de tir.

Et la justice là-dedans ? Marqués par Mme Taubira comme au fer rouge, des juges soufflent sur les braises. Dernier cas : le 18 décembre passé à Saint-Denis (93), un notoire trafiquant de drogue, en passe d'être arrêté, poignarde un policier avec un surin dont la lame fait 20 centimètres. Le policier ne doit sa vie qu'à son gilet pare-balles. Or ce 15 janvier, ce même narcotrafiquant ressort du tribunal les mains dans les poches, "condamné" à une contrainte pénale fantoche de... huit mois avec sursis.

Insistons : on jugeait ce jour-là une tentative d'assassinat sur "dépositaire de l'autorité publique". Ces magistrats qui prononcent de telles "sentences" sont-ils conscients de jouer avec le feu ? A-t-on jamais appris à ces juges où conduit d'usage, dans l'histoire de France, le déni de justice grave et répété ? Utile sujet de méditation quand chaque jour, la colère envahit un peu plus les forces de l'ordre.

---

Atlantico (21) **Sécurité : que veulent des Français ? Que disent les médias ? Que fait le gouvernement ?**

### GRANDS MOTS, GRANDS MAUX ... MAIS PAS DE REMÈDES EFFICACES (2)

Selon de récents sondages, les Français voient clair en matière de sécurité. Ils savent ce qu'ils veulent - tout comme ce qu'ils rejettent. Et ils préviennent :

- (Harris Interactive, LCP, mi-février 2017) : 71% des Français estiment que les propositions des candidats sur la sécurité seront un critère déterminant de leur vote à la présidentielle.
- (Ifop-Le Figaro, février 2017) Les Français voient d'où émane l'insécurité : des banlieues, jugées à 82% "plus violentes que le reste du pays". Des "territoires perdus de la république" (58% des sondés), du fait de bandes criminelles (52% des sondés).

Notons ici que les éternelles "explications" de la presse gauche-caviar Niel-Drahi, qui envahit sans doute 70% de l'espace médiatique (discriminations... manque de mixité... encore plus de social) sont négligées par les Français (15% à 7% des sondés). Et ceux se



disant "de gauche" ? A peine moins (entre 24% et 8%).

Le fautif de l'insécurité ? La justice (*BFMTV, 26/01/2017*). Selon L'INSEE et sans cesse depuis 2014, 63% des Français la trouvent "peu ou pas satisfaisante". 64% en 2016. Mais à presque 60%, ces sondés sont "satisfaits ou très satisfaits" de la police et de la gendarmerie.

Donc, pour les Français, la sécurité importe. Mais en la matière, ils n'ont droit qu'aux bobards de M. Le Roux, présent ministre-intérimaire de l'Intérieur que même des collègues socialistes créditent de rapports plutôt élastiques avec la vérité.

Car voici les chiffres récemment fournis par le Service statistique du ministère de l'Intérieur. Dépouillés de leur habillage rose-communication, ils sont mauvais.

NIVEAU NATIONAL, FIN 2016

*Homicides* (hors attentats) : + 11% sur 2015,

*Violences physiques* (coups, blessures, empoignades, bousculades, gifles) : 214 800 victimes connues l'an passé. Sur les trois dernières années : 2014, + 2% ; 2015, + 2% ; 2016, + 1%.

Mais il y a loin du *connu* au *vécu*. En réalité, pour l'enquête annuelle de "victimation" Cadre de vie et sécurité (CVS), il y a en France, ces dernières années, quelque 1,1 million de victimes de telles violences physiques, 3 000 par jour.

*Cambriolages* (souvent, par des clans criminels itinérants), des "bandes organisées qui pillent des dizaines de domiciles et s'évanouissent dans la nature".

243 500 cambriolages connus en 2016, + 4% sur 2015. Un cambriolage en France toutes les deux minutes. Année après année, 4 sur 5 de ces cambriolages restent impunis... 80 chances sur 100 de cambrioler sans risque ! Un rêve...

Petit tour de France de la cambriole :

CHER : + 21% de cambriolages en 2016,

CÔTE D'OR : + 29%,

DORDOGNE : explosion des cambriolages, *triplement* autour de Périgueux,

HÉRAULT : 16 cambriolages par jour, + 14% en un an,

MARSEILLE : 7 233 cambriolages en 2016 (encore + 0,7% sur 2015),

MOSELLE : + 15% en 2016 "en constante augmentation depuis 5 ans".

PROJECTEUR SUR LE RHÔNE ET LA RÉGION LYONNAISE (*2e ensemble urbain de France*)

*Homicides* : + 2%,

*Coups & blessures* : + 4%,

*Cambriolages* : 10 304 dans le département, 28 par jour, ils "explorent depuis 2013".

Dans le Rhône, les voyous se déchaînent : 255 agressions physiques de pompiers l'an passé, + 19% sur 2015. 60 véhicules incendiés la nuit du nouvel-an dans l'agglomération lyonnaise.

TRANSPORTS EN COMMUN

121 000 vols connus en 2016 ; en moyenne, 330 voyageurs détoussés *chaque jour* sur les réseaux de transports publics ; + 11% en 2016. Là-dedans, les vols violents : + 7% l'an passé.

Que faire alors, pour rendre leur sécurité aux Français ? Simple - trop sans doute pour les médias-Niel-Drahi et pour le présent gouvernement.

Voici la Somme, département où les cambriolages ont baissé en 2016 de 15%. Par quel miracle ? "La justice est plus ferme", dit le valeureux procureur, sans doute épargné par le virus-Taubira. Sur place, la justice "concentre son attention sur les multirécidivistes... qu'on se donne les moyens d'incarcérer... On a obtenu des peines de prison assez longues qui ont assaini la situation dans certains quartiers". (*France Bleu Picardie, 26/01/2017*). Une feuille de route aimablement transmise aux aveugles et autres Diafoirus-sociologues. //

*(Comme d'usage, toutes nos sources et références sont disponibles sur demande)*

---

Atlantico (22) **Sécurité : les symptômes, le diagnostic**

### SÉCURITÉ INTÉRIEURE, LE DÉSASTRE HOLLANDE-CAZENEUVE (2)

- *Peut-on considérer qu'effectivement le gouvernement n'arrive plus à tenir le territoire ? Peut-on dire que le gouvernement a participé à la moindre sécurité d'aujourd'hui ? Où y a-t-il eu des abandons de la part du gouvernement ? Gares prises d'assauts, situations comme à Notre Dame des Landes... Quels exemples le montrent ?*

Il serait faux et vain de considérer qu'il y a une vaste conspiration officielle pour générer le chaos en France - version "light" de la stratégie de la tension qui jadis, ensanglanta l'Italie.

Attention aux erreurs d'analyses en miroir : ne faisons pas à la gauche-caviar-d'Etat la grâce d'une grave erreur de diagnostic.

Je doute qu'un machiavélisme type "stratégie de la tension" soit pensable chez nos gouvernants - le voudraient-ils, y rêveraient-ils, qu'ils en sont incapables. La présente anarchie qui de fait, gagne la France - marée criminelle montante qu'*Atlantico* décrit depuis un an et plus - résulte plutôt d'une combinaison de trois maladies, sans doute mortelles pour l'actuelle gauche dite "de gouvernement".

- **Des lapins dans les phares** - Je l'ai écrit cent fois depuis *Charlie-Hebdo* et l'*Hyper-Casher*, le gouvernement-Hollande est assommé, KO debout, incapable de se reprendre, de rendre à la France sa sécurité. Il ne fait que de la communication, rites funéraires, défilés, cérémonies, gesticulations. Nulle réforme des services antiterroristes. Un empilage toujours plus branlant de boutiques sécuritaires rivales, jamais réformé depuis N. Sarkozy. Rien de décisif. Pire que tout, impéritie qui ferait virer sur l'heure tout DRH d'entreprise, une situation inouïe qui voit TOUS les patrons des services à vocation antiterroriste partir au même moment, dans les pires dangers. DGSE, DGSI, DRPP, DRM, tous partants dans deux mois ! Du jamais vu : ce ne serait pas si affreux, on pourrait demander à ce que MM. Cazeneuve, Le Roux & co. entrent au livre des records.

- **Le syndrome de Byzance** - Depuis le KO de janvier 2015, la gauche de gouvernement s'est repliée sur elle-même, évoluant dans un tout petit bocal, dans l'entre-soi d'une connivence quasi sectaire avec quelques journalistes de la presse à sa botte, tous issus des médias-des-milliardaires à la Niel-Drahi ou des radios d'Etat. Là se trouvent ses dernières troupes. Là, Elle recrute confidents, amants, maîtresses. Ceux-là lui énoncent doctrines et ligne de conduite. Tout ce que dit, pense, veut et propose la gauche de gouvernement émane de ce marigot où pataugent aussi des artistes et sportifs d'autant plus prompts à donner des leçons, qu'il leur faut faire oublier exils helvétiques, filouteries et affaires de mœurs. Tel est le syndrome de Byzance : rencognés au palais, le *Basileus* et sa cour dissertent du sexe des anges. En vain, d'ultimes fidèles un peu lucides leur crient que les Turcs grimpent aux murailles. Aveugles et sourds, ils périront sans avoir rien compris.

- **Corruption morale** - Mehdi Meklat, escrocs du clan Théo : formidables révélateurs d'une *infosphère* (symbiose corrompue de ceux qui gouvernent et informent) désormais

incapable de flairer voyous et filous dès lors qu'ils avancent sous le masque de "malheureuses victimes de l'exclusion et du racisme". Alors que la France rurale et périurbaine est au quotidien pillée, agressée, braquée, que fait le président de la République ? Il pleure sur Théo, dîne à l'Élysée avec la brute éthylique Joey Starr dont les victimes féminines, molestées, rossées - mordues même - ne se comptent plus. Il a comme confidents et porte-parole un Cambadelis dont même M. Montebourg clame qu'il est une crapule et un Julien Dray, icône de l'antiracisme-monochrome au mille carabistouilles financières genre Sentier, l'homme qui a initié notre monde politique aux us et coutumes des pirates à la taxe-carbone.

Tel est le seul problème de la France. L'appareil d'Etat reste solide. Les grandes machines régaliennes, militaires ou de sécurité - la justice même, dans sa majorité - sont toujours efficaces. Qu'un pouvoir politique droit et doté d'une vision claire s'installe et décide, et l'ordre sera rétabli sous peu.

---

MARS 2017

Atlantico (23) **Zapping de campagne (présidentielle) - grande absente : la sécurité réelle**

### SÉCURITÉ : LES LIBÉRAUX DANS LE DÉNI (2)

Deux sujets cruciaux pour la paix publique sont absents de ce qui devrait être le grand débat de l'élection présidentielle : la qualité et la pertinence de nos services de renseignement, notamment intérieur ; et le danger grave et immédiat posé par certaines catégories de migrants clandestins, engagés dans des formes de criminalité aujourd'hui problématiques et demain peut-être, explosives.

Envisageons tour à tour ces deux sujets qui devraient être au cœur des préoccupations des candidats - et sont trop souvent éludés.

- **Services spéciaux** - Entraînante, ironique, "Comme de bien entendu" fut l'une des ritournelles de guinguettes les plus populaires de la France de l'avant-guerre. Chantée par Arletty et Michel Simon, elle était en 1939 sur toutes les lèvres et depuis, a été reprise cent fois. Or "Comme de bien entendu" devait à présent devenir l'hymne officiel de la DGSI : voici pourquoi.

- *Comme de bien entendu*, Ziyed Ben Belgacem est issu de l'immigration maghrébine. Hors de rares Sahéliens et autres, c'est le cas de tous les terroristes ayant fait couler le sang en France, depuis Mohamed Merah, voici cinq ans,

- *Comme de bien entendu*, c'est un bandit maintes fois condamné pour divers crimes (44 mentions au fichier des antécédents judiciaires),

- *Comme de bien entendu*, il se lance en desperado et "au nom d'Allah" dans une sanglante équipée qui s'achève par sa mort dans l'aéroport d'Orly ce samedi 18 mars au matin,

- *Comme de bien entendu et comme toujours*, cet individu est un parfait hybride, gangster ET terroriste à la fois,

- *Et comme de bien entendu*, la DGSI a loupé le coche. Cette affirmation ne relève pas d'un avis personnel, mais s'établit objectivement par l'information suivante. En janvier 2017, la DGSI a produit une note secrète de 30 pages sur le terrorisme frappant la France depuis cinq ans (2012 et Mohamed Merah). Or dans cette longue analyse, disent des officiels de haut rang abasourdis, rien, pas une ligne ni un mot sur les hybrides crime-terreur, pourtant, la figure majeure sous laquelle l'hostilité frappe la planète entière à l'ère de l'Information. Commentaire d'un de ces éminents officiels : la direction de la DGSI est comme ces émigrés revenus en France sous Charles X, après la Révolution, alors taxés de n'avoir "rien oublié et rien appris".

Un samedi du début mars, le directeur général de la DGSI a réuni ses cadres, pour une sorte de cérémonie d'adieu. Selon les présents, l'homme était plutôt amer et déçu de sa propre maison - regrettant même les bons vieux Renseignements généraux. Mais *comme de bien entendu*, il n'était question pour lui que de bricolages administratifs, de meccano bureaucratique. Que le renseignement intérieur nécessite une vision, des concepts et perspectives, cela, une ultime fois, lui a encore échappé.

• **Migrants dangereux** - on connaît ces clans de nomades criminalisés hyperactifs, issus des Balkans, pillant la France, d'abord rurale. Mais voici deux nouvelles catégories, portant une criminalité aujourd'hui problématique et demain peut-être, explosive :

- *Jeunes Marocains toxicomanes au nord de Paris* - Depuis la fin de 2016, ils hantent le

quartier de Barbès, hostiles, rejetant toute aide. "Des dizaines" au minimum, selon les habitants du quartier "Défoncés à la colle, violents, ils se battent à coups de cutter agressent les passants fragiles pour leur voler sacs ou portables ; ils cambriolent, etc.". Or que font les autorités ? L'autruche - en attendant sans doute un drame.

- *Après le nord de Paris, l'est de la France. Voici le récit d'un officiel tenu au secret* : "Les migrants fuyant l'Allemagne affluent en Lorraine. Il arrive à Metz une centaine de familles par semaine. On en attend 300 000 en tout, Albanais, Kurdes, etc. Leurs camps sont tenus par des mafias, même l'accès aux toilettes est payant. Pire encore : des meutes de jeunes Afghans de 15-20 ans, violents et fanatiques - ils refusent les sandwiches fournis par les ONG, à cause de la mayonnaise ! Les policiers locaux parlent de catastrophe annoncée".

Or face à cela, hormis la Défense, les cabinets ministériels sont aux abonnés absents - dans leurs têtes, ils sont partis ou préparent leur reconversion. Classant tout "confidentiel" ou "secret", ils se bornent à balayer la poussière sous le tapis.

Bien sûr, ces faits gravissimes devraient inquiéter au premier chef les candidats.

Les journalistes devraient là-dessus les interroger sans relâche - exiger des réponses claires.

Mais rien.

Le silence - avant la tempête ?

---

Atlantico (24) "**Marine Le Pen droguée aux faits divers**" ? **Ceux qui les vivent ont apprécié... Petit retour sur les chiffres**

#### **SÉCURITÉ : AVEUGLEMENT DES SOCIALISTES-LVMH**

*"Je me disais : que vous soyez une droguée aux pages faits divers c'est une chose, mais vous êtes candidate à la présidence de la République. Et je trouve que ce n'est pas très sérieux"*

**Benoît Hamon**

*1 • Lors du débat opposant les principaux candidats à la présidentielle, Benoit Hamon a accusé Marine Le Pen d'être "droguée aux faits divers". Quels sont les chiffres de la délinquance de ces dernières années ?*

Voici les chiffres (officiels) fin 2016 :

*Homicides* (hors attentats) : + 11% sur 2015,

*Violences physiques* (coups, blessures, empoignades, etc.) : 214 800 victimes connues l'an passé. Sur les trois dernières années : 2014, + 2% ; 2015, + 2% ; 2016, + 1%. En réalité, pour

l'enquête annuelle de "victimation" Cadre de vie et sécurité, il y a en France, ces dernières années, 1,1 million de victimes de telles violences physiques, 3 000 par jour.

*Cambriolages* (souvent, des clans criminels nomades), des "bandes organisées qui pillent des dizaines de domiciles et s'évanouissent dans la nature". 243 500 cambriolages connus en 2016, + 4% sur 2015. Un cambriolage en France toutes les deux minutes. D'usage, 4 sur 5 de ces cambriolages restent impunis... 80 chances sur 100 de cambrioler sans risque !

Cependant, pour M. Hamon et consorts, le peuple français est une triste plèbe, dont les tourments au quotidien - braquages de proximité, agressions dans les transports, pillage des campagnes, attaques à domicile - sont d'anodins faits-divers, à taire et nier. Voyez d'ailleurs la mesure-phare du programme "sécuritaire" de M. Hamon : persécuter les policiers en interdisant les soi-disant "contrôles au faciès". Parlons clair : M. Hamon président, dans les banlieues, la police ne pourrait plus contrôler que des (derniers) Blancs !

*2 • Au-delà de possibles généralisation par Marine Le Pen, n'y a-t-il pas ici une forme de mépris à toutes celles et ceux qui sont les victimes de ces faits divers ?*

Jadis parti populaire, le PS trouve désormais ses ultimes partisans dans les médias-des-milliardaires, dans le *showbiz*, l'art subventionné et dans l'hyper-classe gavée de centaines de milliers d'euros l'an - à commencer par la propre compagnie de M. Hamon, propagandiste de l'entreprise de luxe du milliardaire français N°1. Gauche jadis, gauche-caviar aujourd'hui - avec comme détestation majeure ces damnés "faits divers" qui l'empêchent de rêver entre soi d'un monde-bisounours dans lequel de mignons Théo et Mehdi sont des victimes "de l'exclusion et du racisme" ; et le peuple français, voué aux pillages concoctés par les satrapes de Bruxelles ou de Wall street.

*3 • Comment expliquer un tel décalage entre la réalité des chiffres et une telle attitude, d'ailleurs souvent dénoncée chez les "élites" ?*

A l'approche de sa fin, le PS - jadis, parti de Léon Blum - pourrit sur pied. Ses ultimes dirigeants sont un Cambadelis que même M. Montebourg traite de filou et un Julien Dray, icône de l'antiracisme-monochrome au embrouilles type Sentier, l'homme qui initia notre monde politique aux us et coutumes des pirates à la taxe-carbone.

Les présentes idoles du PS sont Mehdi Meklat et ses vomissures-Internet (vraiment) racistes et la fratrie de la victime (ou pas) Théo, elle et ses 900 000 euros piqués aux idiots ou

cyniques de la "Politique de la ville".

Cette horreur "socialiste" du réel criminel et ce mépris de caste sont une constante : naguère, Mme N. Vallaud-Belkacem tempêtait aussi contre la "tyrannie des faits-divers". Or cette caste de bourgeois-gavés suscite désormais un rejet - un dégoût - tels que même leurs anciens complices s'en détournent.

Voici, M. Brice Couturier, chroniqueur, producteur et journaliste, pilier de France-Culture et du "parti des médias". Dans *Le Figaro*, en août 2016, il dénonce "Ces personnages arrogants quoiqu'incultes, d'autant plus pérorant qu'ils méprisent les faits, les chiffres, la réalité... Ils prétendent déconstruire ce qu'ils n'ont jamais cessé d'ignorer". Reconnaissez-vous le portrait ? C'est (entre autres) celui de M. Hamon. De la gauche-caviar au socialisme-LVMH.

---

Atlantico (25) **Les "hybrides" (terroristes+criminels), la police et le renseignement en Europe**

#### **TERRORISME : INCOMPÉTENCE FATALE DES CHOUCHOUS DE HOLLANDE-CAZENEUVE**

Implacables, les faits s'accumulent depuis 2012 et le cas Mohamed Merah : à 99% tous les terroristes actifs en Europe sont des "hybrides", des terroristes ayant un passé criminel. Désormais, ces "hybrides" forment la figure sous laquelle l'hostilité frappe la planète entière à l'ère de l'Information. Et bien sûr, reconnaître cette spécificité est crucial pour le décèlement précoce et la mise hors de combat de tels individus.

A Londres tout récemment, Khalid Masood est un hybride.

A Orly le 18 mars Ziyed ben Belgacem - maintes fois condamné pour divers crimes (44 mentions au fichier des antécédents judiciaires), est un hybride.

Mohamed Merah, on l'a vu, est un hybride.

Les frères Kouachi, Coulibaly 1 et 2, La fratrie Abdeslam, presque tous les acteurs des attentats de Paris et Bruxelles à l'automne 2015 sont des hybrides.

Omar Abdelhamid el-Hussein (attentat visant une synagogue à Copenhague en février



2015) est un hybride.

Morale de l'histoire et fait qui devrait dorénavant être assimilé et compris par tous, même les enfants des écoles : à *epsilon* près, tous les néo-terroristes ayant frappé l'Europe depuis cinq ans, et fait couler le sang, sont des hybrides.

Hélas ! Tout le monde l'a compris sauf les polices et services de renseignement intérieur de l'Union européenne, en y incluant Europol (l'office européen de police) lui même.

L'auteur de ces lignes est membre du conseil académique d'Europol. Depuis cinq ans, il insiste auprès des chefs de cette institution pour que l'on y abroge la stupide distinction, en deux petites boîtes bien étanches, des terroristes d'un côté et des criminels de droit commun de l'autre.

Car depuis cinq ans au moins, cette distinction n'a plus aucun sens.

Rien n'y fait. Le confort bureaucratique de policiers à courte vue l'emporte toujours. Hier encore, les émissaires de la Belgique ont fait un scandale à Europol, du fait que le dernier rapport SOCTA sur le crime organisé allait reconnaître la notion d'hybride.

La Belgique ! Pays de Molenbeek et des Abdeslam, la parfaite couveuse à hybride.

Même après les 35 morts de Zaventem - circulez, il n'y a rien à voir.

Conservons des distinctions caduques issues des guerres coloniales.

Lors de cette réunion d'Europol, un collègue allemand se plaignait d'un analogue aveuglement de Berlin : en octobre 2016 encore, le gouvernement allemand publiait un texte traçant entre terrorisme et crime organisé une infranchissable barrière, en dépit des faits et d'une réalité chaque jours plus aveuglante.

En France, la DGSI (renseignement intérieur) ne fait pas mieux. Car en janvier 2017, la DGSI produisait une note secrète de 30 pages sur le terrorisme frappant la France depuis cinq ans (2012 et Mohamed Merah). Or dans cette longue analyse, disent des ministres et hauts fonctionnaires abasourdis, pas une ligne ni un mot sur les hybrides crime-terreur, Comme ces émigrés revenus en France sous Charles X, après la Révolution, la DGSI depuis Merah n'a "rien oublié et rien appris".

Ces derniers jours, Londres a d'abord réagi par le politiquement correct. Fort mal à l'aise, le chef de l'antiterrorisme de la *Metropolitan Police* (Scotland Yard) s'est rué sur les micros pour assurer que le terroriste "était né en Grande-Bretagne" et que l'attentat risquait d'énerver la droite radicale - gros problème selon lui. Et il a fallu 48 heures pour qu'il donne le patronyme de l'assassin.

Est-ce cela qu'on attend des services antiterroristes ? Qu'ils masquent la vérité par bienséance et perpétuent, par seul souci d'un ennemi de confort, d'ineptes distinctions entre terroristes et criminels ; énorme faute de diagnostic ayant coûté depuis début 2015 280 morts à l'Europe ?

L'Union européenne ne mérite-t-elle pas mieux, pour diriger sa lutte antiterroriste, qu'un falot "coordinateur", seulement capable de proférer les banalités d'usage sur les religions de paix et le rejet des amalgames ?

Telles sont les questions qui se posent désormais.

En vain jusqu'à ce jour, les Européens attendent des réponses.

---

AVRIL 2017

Atlantico (26) **La chute de la maison Taubira**

### LE CHAMP DE RUINES LAISSÉ PAR MME TAUBIRA (3)

Le 26 janvier 2017, BFMTV annonce : "l'action de la justice est peu ou pas satisfaisante pour deux-tiers des Français". Dans cette enquête de l'INSEE auprès de 15 000 Français de 15 ans et plus, 64% d'entre eux sont mécontents de la justice ; seul un Français sur 5 approuve Mme Taubira. 4e année de suite à plus de 60% de mécontents - qui voient juste, car depuis des années, par petites touches, des informations méconnues et vite oubliées montrent que la justice française s'effondre. En voici la chronique.

#### • Pénitencier 1 - le calvaire des surveillants

Aujourd'hui, les surveillants sont insultés, rossés, menacés de mort et traqués sur les réseaux sociaux. Hors des prisons, on file les gardiens jusqu'à domicile. "Je sais où tu habites, sifflent des détenus... où travaille ta femme, à quelle école vont tes enfants". On

les intimide par vengeance, ou pour qu'ils laissent passer la drogue et les portables.

Désormais, les agressions : en avril, un surveillant de Fresnes est lynché devant chez lui par trois ex-détenus (dents cassées, 21 jours d'ITT). Peu avant, devant la prison de Bois-d'Arcy, une surveillante est molestée ; des voyous lui crachent dessus et la menacent. En avril toujours, un détenu plante une fourchette dans le cou d'un gardien du Val de Reuil. En janvier, un détenu de la prison d'Orléans-Sarran menace d'égorger une gardienne et une infirmière avec un couteau.

Suite à l'assassinat, en janvier, d'un prisonnier (meurtrier lui-même), étranglé et le crâne fracassé par deux tueurs récidivistes, des gardiens de Vendin-le-Vieil, d'Annœulin, Sequedin, Arras, Fleury-Mérogis et du Havre, dénoncent les meurtres et prises d'otages en prison.

A Strasbourg, en novembre passé, des surveillants alertent : "La population pénale est toujours plus vindicative... les radicalisés sont mélangés aux autres... Notre quotidien : agressions, tuberculose, punaises, cafards, souris..." En septembre, des gardiens bloquent la prison de Maubeuge : un détenu violent a voulu étrangler un de leurs collègues.

Ainsi de suite, du fait de voyous grisés par les propos du candidat socialiste, M. Benoît Hamon, qui veut "sortir de la culture de la détention" et par ceux de la "contrôleuse des lieux de privation de liberté", Mme Adeline Hazan, angoissée par "des lois de plus en plus restrictives" (pour les bandits) et par "le recul des droits fondamentaux" (des criminels).

### • Pénitentiaire 2 - chaos dans les prisons

Récemment, le directeur de l'administration pénitentiaire claque la porte : la pétaudière-pénitentiaire devient plus ingérable encore du fait des constantes interférences des idéologues entourant (encerclant ?) le Garde des sceaux. Ces derniers mois en effet :

- Deux mutineries à Valence dans une prison neuve, explosion de violence et meutes de voyous cagoulés ravageant et incendiant tout, surveillants molestés et caméras de surveillance détruites (2 millions d'euros de dégâts...),

- A la prison de Vivonne, les syndicats déplorent que "l'autorité est en partie détruite" car "l'administration donne tout aux détenus".

- Emeutes aussi aux prisons de Vivonne, d'Osny, de Saintes, de Longuenesse, avec incendies, ravages et "détenus ivres" (l'alcool est interdit en prison...).

Ainsi, dans les prisons françaises, en 2017 :

*On se fait la guerre* : "Poissy : guerre de territoires à la prison centrale" ; idem à Condé-sur-Sarthe : embuscades entre gangs, détenus lynchés, etc.

*On s'évade* : "Un passeur irakien s'évade de la prison de Béthune" (il escalade un grillage durant sa promenade). A Perpignan "Un détenu se fait passer pour un autre et sort par la grande porte".

*On trafique des stupéfiants* - "Le boss dirigeait le trafic depuis sa cellule" ("important trafic de stupéfiants" au centre pénitentiaire de Vezin).

*On se fait livrer par drone* - Deux portables livrés par drone à la prison d'Annœulin (Nord),

*On escroque* - "Val d'Oise : le détenu escroque 136 personnes âgées depuis sa cellule d'Osny". Il dispose (en prison...) de "13 téléphones portables en quatre mois".

*On fait son cinéma* - "Il tourne un clip de rap en prison avec un téléphone".

#### • **Justice 1 - l'écœurant laxisme**

- En décembre 2014, trois bandits séquestrent et molestent un couple de Créteil, les couvrent d'injures antisémites. Les voyous sont inculpés de "vol en réunion et avec arme", "séquestration et extorsion suivie de violences, en raison de l'appartenance à une religion, etc." : on va droit à la Cour d'assises. Or en décembre 2016, le juge d'instruction supprime toute référence à l'antisémitisme.

- Nîmes : "Le duo avait fracturé 230 voitures". Il reconnaît les faits, mais est laissé en liberté.

- "Condamné pour le braquage de la boulangerie". Tulle, vol avec violence... 2 ans avec sursis. Le braqueur sort libre du tribunal.

- Deux rues de Juvisy-sur-Orge ravagées par une horde sauvage portant barres de fer, machettes et marteaux. Pour un motif obscur, l'expédition fracasse 25 véhicules, saccage

halls d'immeubles, appartements et terrifie les habitants du lieu : sursis et "travaux d'intérêt général". Les voyous sortent libres du tribunal.

- "Bobigny : il attaque des policiers au couteau et ressort libre du tribunal". *Dealer* notoire, poignard à lame de 20 cm., tentative caractérisée d'homicide : 8 mois avec sursis.

- Alfortville "deux bandes s'affrontent à la batte et au couteau" un jeune "se fait massacrer" de 8 coups de couteau. Paniquée, sa mère déménage. Les voyous arrêtés "ont été relâchés".

Désormais, de sabotage de la loi en érosion des peines, la justice applique la "composition pénale" à des braquages. Rappel : cette procédure vise les contraventions et délits de moins de cinq ans de prison : menaces verbales, abandon de famille, vol simple, outrages, sévices contre animaux, etc. Dispensé de prison, le coupable fait un travail non rémunéré et rétribue la victime. Là, on l'applique à des crimes voués à la Cour d'assises !

#### • Justice 2 - la pétaudière judiciaire

Les médias parlent de "couacs". Mais ce sont moins des fausses notes, que des craquement d'un échafaudage qui croule. Exemples.

- Janvier 2017 à Nantes : "des magistrats boycottent l'audience de la rentrée solennelle" : manque de moyens... vacances de postes... délais à rallonge... justiciables frustrés : les magistrats n'en peuvent plus. Peu après, à Fleury-Mérogis, les juges d'application des peines sont en révolte, pour les mêmes motifs. On les comprend car :

- En décembre à Créteil, un détenu s'évade du tribunal en sautant du box après sa condamnation (3e évasion de ce type à Créteil en 3 ans, car "les salles d'audience ne sont pas aux normes de sécurité"). Peu avant (Cour d'assises du Loiret) "l'accusé comparait libre : il s'enfuit avant le verdict".

- Violences : au tribunal d'Evry en février, une jeune enragée assène deux coups de tête au procureur, après avoir roué la plaignante de coups.

- Pire encore : "De plus en plus de détenus relâchés devant l'impossibilité de s'expliquer devant un juge"... "l'absence d'escorte pénitentiaire vire au feuilleton ubuesque". En France, "20% des détenus ne peuvent être présentés au juge faute de moyens humains". Là

bien sûr, la loi exige de libérer le prévenu. En France, en 2015, "Un tribunal sur six a dû libérer un détenu non jugé" selon la procédure prévue.

Cela résulte de l'échec, la décennie passée, de la réforme des extractions de détenus, de la prison au tribunal. Ainsi, des individus parfois dangereux sont élargis et peuvent persévérer dans le crime. Tel Nassim, 20 ans, incarcéré en février 2016 pour "tentative d'assassinat" (un blessé grave) et libéré en janvier 2017 suite à (encore) une bavure judiciaire.

Comment sauver la justice ? Que les candidats à la présidentielle scrutent le modèle du Vaucluse. "Ces dernières années, tous les braquages ont été renvoyés aux Assises". Tarif, 10 ans de réclusion. Résultat en 2016 ? 23% de braquages en moins dans le département.

*(Comme d'usage, toutes nos sources et références sont disponibles sur demande)*

---

Atlantico (27) **Terrorisme et campagne électorale**

### PÉRILS TERRORISTES, INCOMPÉTENCE DU POUVOIR

*1 - Ce mardi 18 avril, deux individus sont interpellés par la DGSI, dans le cadre d'une enquête pour terrorisme. Leur cible aurait été un candidat à l'élection présidentielle. Que révèlent ces faits sur la menace pesant sur le pays ? Que peut-on réellement affirmer au stade actuel de l'enquête ?*

Ce dernier épisode terroriste confirme les analyses faites depuis l'été 2016 par des criminologues, dont l'auteur. Ce diagnostic, le voici :

- Seuls désormais de potentiels terroristes vivant en France (ou dans un pays de la zone-Schengen, où les frontières sont abolies) peuvent agir. Pour l'instant, l'encerclement des bandes armées de l'Etat islamique par les armées des régimes syriens et irakiens, plus des milices chi'ites ou Kurdes, est effectif dans la nasse Syrie-Irak. N'oublions pas qu'environ cent djihadistes "français" sont depuis des mois coincés dans Mossoul - voués à la capture ou à la mort. Restent les *djihadis* cachés parmi les réfugiés des Balkans ; mais ceux-là aussi ont désormais grand mal à gagner l'Union européenne. Ainsi, la menace réelle émane-t-elle d'éléments vivant sur notre sol, passant soudain du vague état de "radicalisés" à celui, redoutable, de "bombes humaines" pouvant frapper à brefs délais.

- Comme nous l'affirmons depuis 2012 et le cas Mohamed Merah, à une exception près,

toutes ces "bombes humaines" sont des voyous ré-islamisés et fanatisés, des *hybrides*, ce que notre renseignement intérieur a longtemps ignoré. Mais depuis que ce service a admis ce concept pourtant simple et éprouvé de "hybride", il cible mieux ces bombes humaines et sait - enfin - les arrêter avant le drame, comme récemment à Marseille.

*2 - Des armes et explosifs ont été découverts dans leur appartement, suggérant un passage à l'acte imminent. Si ces individus ont pu être interpellés à temps, peut-on dire que le niveau de sécurité actuel des divers candidats est adapté aux circonstances ?*

D'abord, ce point crucial : soit un terrorisme (islamiste ou pas) bouscule vite le pouvoir en place, l'affole tant, qu'éclate la guerre civile ; soit fatalement il perd. Plus dure la vague terroriste, plus les terroristes vont vers la défaite. L'engrenage est simple : d'un côté, à grand peine, lentement, l'appareil d'Etat apprend, retient et intègre les pratiques ennemies ; de l'autre, des individus traqués et réduits, après quelques attentats, à un pur régime de survie ; ils ne peuvent innover ou changer de stratégie : toute l'histoire de la clandestinité le démontre. Précisément : notre service de protection des personnalités a une longue expérience des menaces pesant sur ceux qu'il protège. Il suit de près l'évolution des risques. Mais bien sûr, en cas d'attentat-suicide au contact du candidat...

*3 - Quel pourrait être l'impact d'un tel cas ? Quels sont les précédents de tentatives d'assassinat politique pouvant se rapprocher du cas d'espèce ?*

Dans l'histoire récente de la France, le dernier attentat terroriste mortel au sommet de l'Etat advient à Marseille en octobre 1934. Cette "co-production" unit les deux machines terroristes balkaniques les plus terribles de l'avant-guerre, *Oustacha* croate et Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM/VMRO). Le roi (Serbe) de Yougoslavie Alexandre 1<sup>e</sup> et le ministre français des Affaires étrangères Louis Barthou tombent sous les balles d'un tueur du VMRO, poétiquement surnommé "Le Loup du Vardar". Autre monde, autre siècle. Cependant, en matière de terrorisme, l'ORIM a tout inventé ! Tout ce qui s'est fait dans ce domaine jusque dans la décennie 1970 fut alors imaginé - et pratiqué.

---

Atlantico (28) **Impéritie, incapables : comment meurt un flic sur les Champs-Élysées**

**SÉCURITÉ INTÉRIEURE, LE DÉSASTRE HOLLANDE-CAZENEUVE (3)**

Ce qui suit émane des meilleurs sources judiciaires et policières ; de magistrats et policiers

actifs au cœur des enquêtes. Tous vomissent l'hypocrisie et le cynisme de MM. Hollande, Cazeneuve & co., pleurant sur des morts qu'ils n'ont rien fait pour éviter et appelant au civisme et à l'unité nationale, autour d'incapables qu'ils cajolent depuis cinq ans - sans que ceux-ci aient progressé d'un pouce dans leur capacité à identifier à temps les bombes humaines et les hybrides terreur-crime. De tout cela, les preuves, en détail.

### **Assassin terroriste des Champs-Élysées, qui est Karim Cheurfi ?**

Un criminel multirécidiviste violent et dangereux, comme le démontre son parcours pénal émaillé d'une vingtaine d'affaires de vols, recels, outrages, rébellions, violences volontaires, infraction à la législation sur les armes, etc. En 2001, il commet trois tentatives de meurtres et est condamné en 2005 à 15 ans de réclusion criminelle. Les faits démontrent déjà combien Karim Cheurfi hait les forces de l'ordre.

Ainsi, en 2001, Cheurfi circule à Roissy-en-Brie au volant d'une voiture volée et fuit après avoir percuté un autre véhicule. Armé d'un revolver, ils blesse grièvement deux frères voulant le rattraper, dont un élève gardien de la paix portant un brassard police. Deux jours après, en garde à vue, il tente de tuer un autre policier : quand celui-ci entre dans sa cellule, Cheurfi le désarme et lui tire dessus à cinq reprises. (trois balles au poumon, une dans une jambe, une au pied).

### **Encore et toujours, le laxisme judiciaire**

Malgré cette extrême dangerosité, Cheurfi jouit d'une libération conditionnelle en septembre 2013. Dès qu'il est libre (octobre 2013) il commet un vol aggravé avec recel. Sa libération conditionnelle est révoquée et il est condamné à quatre ans de prison en 2014 (dont deux avec sursis et mise à l'épreuve). Il est libéré (encore...) en octobre 2015.

### **Justice plus renseignement intérieur : aveuglement et pagaille**

Le 24 décembre 2016, un procès-verbal de la sûreté urbaine de Marseille annonce que, selon un témoin de bonne foi, Cheurfi tient des propos de nature terroriste visant les policiers. Il affirme aussi à un proche "vouloir tuer des policiers en représailles de ce qui se passe en Syrie". Au même moment, un fidèle de la mosquée de Montfermeil (Yvelines) signale que Cheurfi cherche des armes et veut contacter un *moudjahid* de l'Etat islamique



actif dans la zone Irak-Syrie.

Une enquête est alors confié à la police judiciaire de Meaux (*pourquoi ?*), dans un simple cadre de droit commun (*pourquoi ?*). Cela, en plein état d'urgence, 238 morts du fait de terrorisme depuis deux ans.

### **Fiché, signalé, mais libre comme l'air**

Cheurfi est alors inscrit au fichier FSPRT (Fichier des radicalisés pour la prévention et radicalisation terroriste, créé en mars 2015 après *Charlie Hebdo*, etc.). Le parquet de Marseille ouvre une procédure d'enquête préliminaire, requalifiée en droit commun (*pourquoi ?*) pour "menace de crimes contre personnes détentrices de l'autorité publique et association de malfaiteurs" et en informe le parquet de Meaux.

Janvier 2017, la Police aux frontières signale le passage du doublement fiché Karim Cheurfi aux contrôle-frontière de Marseille. Il se rend en Algérie. La PAF signale son départ à l'autorité judiciaire de Marseille qui transmet au parquet de Meaux, le 13 janvier 2017. Notons que la mise à l'épreuve interdit strictement toute sortie du territoire national.

Le 27 janvier 2017, la parquet de Marseille abandonne l'enquête au profit de celui de Meaux, pour "suspicion d'activité terroriste". Le parquet de Meaux confie l'enquête à la PJ de Meaux, non de ce chef, mais pour "menace de crime contre des personnes et association de malfaiteurs" (*qualification de droit commun, pourquoi ?*).

A cette date Cheurfi n'est pas fiché S, ni la DGSI ni la DGSE ne sont saisies de l'enquête, quoique Cherfi soit inscrit au FSPRT pour menaces terroristes visant des policiers, et ait ouvertement violé ses obligations de mise à l'épreuve (voyage en Algérie).

Signalé illégalement sorti du territoire, une note au Fichier des Personnes Recherchées précise qu'il doit d'urgence être interpellé et présenté au Juge d'application des peines à son passage-frontière retour, pour non-respect de ses obligations de sursis. Cheurfi est enfin interpellé le 23 février 2017. Or les deux parquets (Meaux et lieu de son arrestation), malgré la disparition du dangereux Cherfi pendant *quarante jours* (14 janvier-22 février 2017) ; ce vers un pays, l'Algérie, où le terrorisme islamiste est implanté, le laissent libre, le convoquant devant le JAP de Meaux le 27 février 2017.

## **Envers un tueur fanatisé, un "rappel à la loi"**

Ce jour là devant le JAP de Meaux Cheurfi dit être parti en Algérie "pour se marier". Le JAP lui adresse un banal "rappel à la loi" (à un islamiste fiché au FSPRT, auteur de trois tentatives d'homicides...) et le libère sans révoquer son sursis.

Le 9 mars 2017, le Parquet de Meaux transmet son dossier à la section antiterroriste du parquet de Paris, qui ouvre le même jour une procédure d'enquête pour "entreprise individuelle à caractère terroriste" et saisit la DGSI, charge à elle de surveiller étroitement Cheurfi, soupçonné dès cette date de préparer un attentat type "loup solitaire".

Le 6 avril 2017, le parquet de Meaux se dessaisit de l'enquête au profit du parquet antiterroriste de Paris, Cheurfi doit dès lors être étroitement surveillé par les services concernés et la gendarmerie de son domicile. Là mystère : y a-t-il eu filature ? Si oui elle n'a rien "vu" *et pourquoi* ? Et s'il n'y a pas eu surveillance de ce tueur fanatisé et connu comme tel - *pourquoi aussi* ?

## **Résultat : un mort aux Champs-Élysées**

Ainsi : un dangereux tueur, signalé depuis des semaines comme fanatisé et menaçant ; ne respectant nulle de ses obligations de sursitaire, échappe à toute surveillance : pagaille, laxisme judiciaire ; ignorance totale du phénomène des hybrides, terroristes et criminels à la fois, incapacité à détecter les bombes humaines parmi les radicalisés ; enfin et surtout, pathétique dispersion des moyens de l'antiterrorisme en France.

De tout cela, et de l'absence totale de toute réforme de l'antiterrorisme depuis janvier 2015, Hollande et Cazeneuve *regnante*, Xavier Jugelé est mort le 21 avril au soir, sur les Champs-Élysées de Paris.